les QHS en procès : Rouge devant la 17^e Chambre Correctionnelle lire page 6

> la grève à Renault-Saint-Ouen lire page 8

Suisse 1 FS

Luxembourg 1. FL. Maroc 2,30 dirhanis, Portugal 15 escudos,

Belgique 20 FB, Grèce 22 DR,

l'Allemagne découvre Holocauste lire page 4

> Michel Rousseau garde sa tête

> > lire page 8

le Cuarteto Cedron à Paris

lire page 11

aujourd'hui s'ouvre le III^e congrès de la LCR à Saint-Gratien

lire page 5



Téhéran : un tank de l'armée iranienne bloque l'entrée de l'aéroport international.

l'armée du shah joue les aiguilleurs du ciel

elle occupe l'aéroport de Téhéran l'avion prévu pour le retour de Khomeiny reste tapi au sol le «vol de la révolution» suspendu?

attention-danger au rythme actuel de la souscription nous ne passerons pas l'échéance de janvier c'est l'ensemble de nos moyens d'expression qui est menacé dans les plus brefs délais la LCR a besoin d'argent

sinon...

POUR SE RENDRE AU CONGRES

POUR ALLER A SAINTGRATIEN, PRENDRE LE
TRAIN À LA GARE DU
NORD (BILLETS DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES À LA SORTIE
DU METRO)
DESCENDRE À LA GARE
D'ENGHIEN-CHAMP DE
COURSES DE LÀ, ALLER
AU FOYER MUNICIPAL
DE SAINT-GRATIEN, RUE
PIERRE HEMONOT.
TEL: 989 07.77

AU SOMMAİRE DE ROUGE SPÉCIAL WEEK-END

DOSSIER : LES TRAVAILLEURS BRITANNIQUES CONTRE L'AUSTERITÉ TRAVAILLISTE

RATIONALISATION: LA TÉLÉMATIQUE DEMAIN PLANNING FAMILIAL: ENTRETIEN AVEC ANDRÉE JOBERT

C.F.D.T.: CONSEIL NATIONAL

IRAN: LES MINORITÉS NATIONALES DANS LA CRISE IRANIENNE

SOUSCRIPTION

Sympathisant	30,00
C. F. Nantes	200,00
Fatima Besançon	50,00
Sauvons Rouge Lucien	100,00
Reste vente Rouge, Reims	
R. M. L. Zurich Suisse	
En avant, sans hésiter, pour les JCR	
C. V. Le Havre	
Elizabeth III, prof d'anglais du Havre	
qui se prend pour la reine d'Angleterre	50.00
Cellule Bâtiment	
P. M. Militant LCR soissons	
D. N. Militant LCR Soissons	
P. B. Militant LCR Soissons	
Pour arrondir	
Four arrondir	0,50
TOTAL DIL IOUR	2 206
TOTAL DU JOUR	
ANCIEN TOTAL1	259 665
NOUVEAU TOTAL1	261 961

Rédaction-administration :
2. rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84
Télex PRENO A 211.628 F
Edité par la SPN
Société de presse nouvelle
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire :
46.722

46.722 Imprimé per Rotographi à Montreuil contact avec la LCR

Nom

Prénom

adresse

10, impasse Guéménée 75 004, Paris

le retour de Khomeiny aura-t-il lieu vendredi?

l'armée occupe l'aéroport de Téhéran Bakhtiar en contact avec l'ayatollah

ayatollah Khomeiny a remporté une nouvelle victoire en obtenant que l'ex-président du dernier organisme mis en place par le shah avant son départ, à savoir le Conseil de régence, dénonce l'illégalité de ce dernier. Téhérani a en effet a en effet écrit une lettre dans laquelle il désavoue la monarchie dont il avait été fait gardien par le shah lui-même. A Neauphle-le-Château on prépare le départ de l'ayatollah. A Téhéran, « des conditions atmosphériques ont empêché le décollage de l'avion qui doit venir le prendre ». Rumeurs, manœuvres, diplomatie tous azimuts. Une incertitude : l'armée. Confrontation avec elle ? « C'est un risque à prendre. S'il doit y avoir une confrontation, il faut bien que ça se produise un jour ou l'autre. Le mieux est d'instaurer le pouvoir légitime le plus tôt possible », a estimé sur TF1, un collaborateur de Khomeiny. A Paris, ses partisans occupent depuis deux jours l'ambassade d'Iran.

Rentrera? Rentrera pas? Téhéran vit dans l'expectative. Le « vol de la révolution » qui doit ramener l'aya-Khomeiny, en exil depuis 15 ans, a été bloqué par les militaires iraniens qui ont investi, mercredi matin, l'aéroport de la capitale sur l'ordre du gouvernement. Les grévistes de la compagnie aérienne Iran-Air avaient, en effet, décidé Iran-Air d'affréter un avion spécial pour ramener le chef religieux à Téhéran vendredi. L'avion devait décoller à 10 h, heure locale, mais sur décision du Premier minis-Chapour Bakhtiar, plusieurs chars d'assaut ont quadrillé l'aéroport dans la nuit et bloqué les pistes. Peu de temps après, plus de 5000 personnes, en majorité des employés grévistes de l'aéroport, se rassemblaient sur les lieux. A leurs questions, les autorités ont répondu que le temps ne permettait pas les décollages. Mais les grévistes ont rejeté cette explication. Un appareil militaire de type Galaxy a quitté Téhéran, mercredi matin.

Epreuve de force entre le gouvernement Bakhtiar — qui semble avoir montré qu'il contrôle l'ar-mée — et les religieux? Il est encore trop tôt pour l'affirmer. Des tractations sont en cours. Le retour de Khomeiny semble, pour le prématuré beaucoup de monde, y compris à des fractions de la hiérarchie religieuse. Cellesci pensent, en effet, qu'un compromis est possible avec celui qu'elles continuent « le d'appeler traître Bakhtiar »

Mehdi Bazargan, l'un des conseillers du leader religieux avait souligné, il y a deux jours que Khomeiny avait pris tout seul sa décision de retour. Hier, Bazargan a devant la presse fait un exercice de politique pros-



La manifestation des étudiants iraniens à Paris. (Photo Grassart, D. R.)

pective. « Le gouvernement de Bakhtiar devra démissionner et céder la place à un gouvernement provisoire ». Il n'a nullement exclu que

le futur Premier ministre puisse être Bakhtiar luimême, « si Khomeiny le veut » a-t-il néanmoins ajouté. L'heure est donc aux scé-

L'inconnue de l'armée

Mais demeure toujours un point d'interrogation. L'armée, « garante de la Constitution et du gouvernement » selon les termes du général Karim Abbas Gharabaghi, continue de se montrer menaçante. Pour se rappeler aux bons souvenirs de l'opposition, elle a organisé un tapageur défilé à Téhéran. En tenue de rangers camouflées vertes, casqués, armés de fusils mitrailleurs allemands, les « immortels » de la garde prétorienne du shah ont exécuté devant les journalistes de mini-manœuvres aux cris de « Dieu, le shah, la patrie »

Interrogé sur l'attitude future de l'armée. Sadek Ghotb collaborateur de Khomeiny, a estimé qu'au-

iourd'hui celle-ci était divisée. « Des soldats sont en fuite, il ne faut plus avoir peu de l'armée telle qu'elle est. » Affirmation nuancée quelques minutes plus tard. Pour lui, l'ayatollah tente d'arriver à la victoire par des moyens pacifiques, mais cette stratégie peut changer si l'armée continue de tirer sur le peuple. « Nous sommes en train de nous préparer, si l'armée, les Américains et le monde entier veulent que l'Iran se stabilise, qu'ils nous laissent tranquilles. Mais s'ils interviennent, la lutte armée remplacera la stratégie ac-

« La voie à suivre »

Incertitudes donc, comme est entretenu un flou sur le programme politique de Khomeiny. Ce n'est que vendredi prochain, selon le calendrier fixé que le leader religieux indiquera « la voie à suivre ». Il a en effet annoncé qu'il prononcerait un discours-programme grand cimetière de Behechte Zahra, où il compte se rendre dès son arrivée pour honorer la mémoire des victimes de la dynastie Pahlavi. Khomeiny a cependant levé

première fois aux deux grands quotidiens iraniens « Etelaat » et « Kayhan » une interview La composition du gou-vernement provisoire? Elle

sera annoncée au cimetière. Il comportera des membres du clergé et d'autres secteurs.

quelques voiles sur ses inten-

tions en accordant pour la

nationalisations et la question agraire? Cela sera discuté en temps opportun. La liberté d'expression et d'opinion? Elle sera garantie. Mais encore? « A condition que ne soient pas menacés les intérêts de la nation. L'activité des groupes marxistes ? Permise si, toujours, ne sont pas atteints « les intérêts de la nation ». La libération de la femme? Le gouvernement islamique décidera. La liberté de la presse? Garantie aux journaux qui n'entreront pas en contradiction avec les fameux « intérêts nationaux ».

Des mises au point, on le voit, peu explicites. En tout cas, dès son retour, l'ayatollah sera confronté à une situation économique très périlleuse. L'Iran n'exporte plus une goutte de pétrole. La production de 400 000 barils par jour au lieu des 5,6 millions en temps normal, ne suffit même plus aux besoins intérieurs. L'absence d'exportations a coûté à l'Iran 5 milliards de dollars depuis octobre. Cependant, les dirigeants religieux, à travers l'espèce de comité central de grève qui donne son aval à certaines reprises d'activités, ont demandé aux grévistes du pétrole d'augmenter la production de brut, qui pourrait monter à 600 000 barils par jour. Une série d'autres secteurs, comme la télévision, qui se prépare au retour de Khomeiny, ont repris également leurs acti-

Frank Tenaille

division

la 14° session du conseil national palestinien

Le Conseil national palestinien est en session à Damas, la quatorzième du genre. Ce Parlement palestinien couronné par le comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (CEOLP) dont Yasser Arafat est le président.

La question de la composition de ce comité était au centre des débats, reposant le problème jamais résolu de 'unité politique et organisationnelle de la résistance palestinienne.

Cette fois comme pour les précédentes, cette session s'est arrêtée sur un désaccord sec entre le Fatah de Yasser Arafat et le reste des organisations palestiniennes.

Alors que la réintégration du Front populaire de libération de la Palestine était présentée comme acquise, FPLP de Georges Habache maintenu hors du CEOLP. La composition de ce « gouvernement » palestinien demeure donc ce qu'elle était au lendemain de la treizième session du CNP de mars 1977. Le climat qui régnait à séparation de cette session était très tendu.

Le CEOLP est constitué de Arafat, son président, et de reorésentants de cinq organisations palestiniennes qui sont : le Fatah, la Saïka (pro-syrienne), le Front de libération arabe (pro-irakien), le

FDPLP, et le FPLP-commandement général. A ces repré-sentants d'organisations, s'ajoutent neuf « indépendants » proches du Fatah.

La retour soudain du FPLP à la porte du CEOLP, le Fatah a exigé en prévision réintégration du FPLP, de reconsidérer l'équilibre politique interne du CEOLP. Fatah qui se déclare la plus importante organisation de la résistance palestinienne a vu s'opposer à ses exigences la totalité des autres organisa tions palestiniennes. Les propositions successives présentées par le Fatah ont toutes été rejetées.

Arafat a mis brutalement fin à la session, décidant de reconduire le CEOLP dans sa composition. Il a obtenu le soutien de la grande majorpété des « parlementaires » palestiniens.

Le « programme d'unité nationale » et toutes les résolutions votées auparavant avaient entretenu les membres du conseil national pales-tinien dans l'idée que la nomination d'un nouveau CEOLP se ferait sans difficultés. L'échec enregistré a dénoté le peu de vraisemblance d'une unité du mouvement palestinien qui serait acquise démocratiquement. Ce manque d'unité est de conséquences. Fatah en porte une certaine

Beyrouth:

l'enquête sur l'assassinat d'Abou Hassan

soupcons enquêteurs palestiniens dans le meurtre de abou Hassan se portent sur un présumé ressortissant britannique, du nom de Peter Scriver. Cet homme avait loué il y a une dizaine de jours la voiture piégée à une compagnie libanaise en téléphonant de Suisse. Arrivé le 17 janvier à Beyrouth, Scriver qui détenait un passeport britannique probablement faux, s'est installé dans un hôtel du bord de mer, à Beyrouth-Ouest (côté non chrétien de la ville). Il a pris possession de la voiture le lendemain. Le 21 janvier, la veille de l'attentat, Scriver a quitté Beyrouth pour la Jorda-

De sources proches des enquêteurs palestiniens, on in-dique enfin que les investigations sont également orien-tées vers d'autres pistes.

Israël et le Chili: un combat commun

L'assistance d'Israël l'Amérique latine fasciste s'étend. Aprés Somoza armé par l'Etat sioniste au Nicaragua et la coopération multiple entre Israël et les dictatures latino-américaines, c'est du Chili dont il est question maintenant. Israël a proposé la fourniture d'équipements et une assistance militaire au Chili, a révélé mardi à Santiago le vice-ministre de la Déisraélien, le général Mordechai Tzippori.

Dans une interview publiée mardi par le quotidien « El Mercurio », le général Tzippori a déclaré que son pays est pleinement disposé à fournir au Chili toutes sortes d'équipements et une assistance militaire, « dans la mesure ou ce pays le désire ».

Le vice-ministre israélien arrivé vendredi 19 janvier à Santiago, a effectué une « visite de courtoisie » de cinq jours au Chili, au terme d'un voyage au Mexique, en Colombie, au Brésil et en Argentine. Israël est bien une cheville ouvrière de l'internationale de la terreur

Paris

l'ambassade prise d'assaut

Depuis mardi aprèsmidi, l'ambassade d'Iran de la rue Fresnal dans le arrondissement est occupée par les partisans de Khomeiny. Des porteparole du leader religieux ont rejoint les étudiants. Un comité pour gérer les affaires courantes a été mis en place. Dans la nuit mercredi Bahram Bahrami, l'ambassadeur a adressé un message d'al-

légeance à l'ayatollah. Les portraits du shah ont été jetés dans la rue sous les applaudissements tres manifestants. L'ayatollah a donné ordre de respecter les membres de l'ambassade et de metles scellés sur les documents. Les occupants sont membres de l'Union des associations islamiques des étudiants ira-

les indiens de Colombie menacés d'extermination

Les communautés indiennes sont dangereuses car elles sont des « centres de gueril-la » : voilà ce qu'on peut lire, ces temps-ci, dans un certain nombre de journaux colombiens. Selon quoi, ces communautés sont menacées d'extermination par l'armée. Elles rassemblent 500 000 Indiens de Colombie.

Ces informations ont été diffusées mardi à Paris par deux mouvements de soutien aux Indiens d'Amérique latine, le comité Amérique indienne et le comité français de l'American Indian Movement, soutenus dans cette initiative par le MRAP. Ces mouvements se proposent de constituer un corps juridique qui pourra « défendre le droit souverain des Indiens sur la ter-

Le gouvernement colombien a naturellement démenti toute menace d'extermination des Indiens dans ce pays. Le chef de la section « indigène » du ministère du gouvernement a déclaré ainsi, que le gouvernement avait une politique favorable aux communautés aborigènes, en collaboration avec l'armée, bien sûr.

mouvements de grève dans l'état espagnol

Les mouvements de grève se développent dans l'Etat espagnol pour obtenir des hausses salariales supérieures à la fourchette de 11 % à 14 % fixée par décret gouvernemental.

Hier plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont cessé le travail. A Barcelone, 50 000 métallugistes ont débrayé pendant 24 heures. A Madrid, 2 000 éboueurs se sont mis en grève pour une durée illimitée. Les élèves de l'école de police les ont remplacé. Toujours à Madrid les gaziers n'ont fourni que 50 % des besoins des consommateurs à gaz. Enfin, les 14 000 travailleurs de l'usine Chrysler de la capitale poursuivent leur lutte pour la huitième journée consécutive.

D'autres secteurs sont sur le point d'entrer en lutte : c'est le cas des 180 000 métallurgistes de la province de Madrid qui commençaient mercredi une grève de 48 heures. Les 13 000 employés des agences de voyage débrayeront les 1er, 8 et 9 février et le personnel de la compagnie aérienne Ibéria devraient cesser le travail les 5, 9 et 14 février.

souveni

l'Allemagne découvre Holocauste

IER soir, chose tout à fait inhabituelle, de nombreuses fenêtres sont restées allumées au delà de minuit dans mon village, près de Heidelberg: la preuve que la série américaine

« Holocauste » (qui retrace l'extermination des juifs par les nazis) ne laisse pas indifférents les téléspectateurs allemands et suscite des discussions passionnées...



Des antifascistes s'en prennent aux militants néonazis du NPD à Düsseldorf. La police joue les cas ques bleus. (Photo Burkhard Maus)

La direction de la 3º chaîne qui a programmé cette série confirme d'ailleurs ce vif intérêt : mardi soir, son standart a été bloqué, et quelques 3 300 appels enregistrés. Pour les deux premiers épisodes, on parle de 1,2 million spectateurs. Pour l'ensemble de la série, on en attend à peu près 20 millions. Peut-être la mémoire n'est-elle pas, en Allemagne, si courte qu'on le dit parfois... A noter que l'intérêt pour cette émission change les habitudes des téléspectateurs allemands : la troisième chaîne n'attire, en temps normal, que 1% des téléspecta-teurs : elle a la réputation d'être intellectuelle, elle programme des films étran-gers non sous-titrés, etc.

programmation de « Holocauste » sur cette chaîne a été le résultat d'un compromis assez péniblement élaboré : à l'origine, la série américaine a été achetée (sur recommandation directe du gouvernement (dit-on), par la première chaîne, WDR, la plus écoutée : 1 million de DM, 1/4 de million pour l'adaptation en allemand. Mais finalement, la direction de cette chaîne l'a déprorammée, la jugeant trop « commerciale »: dans la série, en effet, l'extermination des Juifs allemands par les nazis est présentée sous une forme « personnalisée » comme « L'histoire de la famille Weiss » et non comme un travail d'historien au sens strict du terme.

Je me suis endormie

J'ai voulu savoir quelles étaient dans mon entourage, les réactions à la programmation de ce film. J'ai commencé par aller faire mes courses. La crémière (une vieille dame): « Je me suis endormie avant la fin ». Le jeune employé de banque: « Je ne l'ai pas vu, mais c'est bien qu'on l'ait programmé ». La teinturière: « Je me suis

endormie ». Le pompiste : « Je ne l'ai pas vu, j'étais sorti avec. des amis »... Faux départ ? Je prends mon téléphone, et j'appelle quelques amis : intellectuels de gauche, militants syndicaux. unanimité : tous ont vu le premier épisode, tous veulent voir la suite. Fritz Koppert, 35 an , travailleur dans l'imprimerie à Heidelberg, l'a regardé avec sa femme. Ils ont éteint avant le débat qui suivait le film. « On se lève à cinq heures ».

« Les jeunes devraient regarder ce film. Il m'a ébranlé. Ce qu'il raconte, je ne le savais pas en détail ». Est-ce que cela gêne que le film soit personnalisé? « Non : comme cela, il est accessible aux gens qui ont besoin de la voir ».

Dans sa boîte, Koppert en a parlé avec ses camarades de travail. Un ouvrier de 60 ans : « Je n'ai pas voulu le voir, cela m'aurait trop remué. J'ai fait la guerre. Mais ce n'est pas mauvais de l'avoir passé ». un de 56 ans : « Je ne l'ai pas regardé c'était trop tard ». Un de 31 ans : « Je suis contre la programmation de ce film. Il est trop unilatéral. Il va donner à l'étranger une trop mauvaise impression de l'Allemagne, il va culpabiliser les enfants allemands. De toute façon on connaît déjà tout ça ». Un de 25 ans : « C'est bon de montrer tout ça ».

Je téléphone à Mannesmann Huckingen, un des bastions de la récente lutte des sidérurgistes. Ce qui manque dans ce film, c'est le lien entre le fascisme et le capitalisme », dit mon premier interlocuteur. Un autre : « C'est bien qu'on montre ça, on avait oublié ». Et un autre : « C'est très bien, mais ma femme s'est endormie. Nous ne l'avons pas laissé regarder aux enfants. C'est trop dur ». Une voix discordante : « Je ne crois pas à ce que ce film raconte ».

Il est remarquable que de nombreux appels parvenus dans les studios de la 3º chaîne provenaient de RDA. A l'évidence ce film a un grand Certains demandaient : « Et pourquoi on ne le passerait pas sur la télé estallemande? » Dans la discussion qui a suivi le second épidivers spécialistes rassemblés par la 3º chaîne se sont posés quelques questions importantes : Pourquoi le peuple allemand qui avait connaissance de ces horreurs n'a rien fait contre? Parce qu'il avait peur a répondu l'un. Et parce que « Befehl ist Befehl », un ordre est un ordre... Pourquoi les Juifs qui é-taient environ 600 000 en Allemagne, de religion hébraïque, avant la guerre, plus 1 million de « mélangés », selon le vocabulaire nazi, n'ont-ils pas davantage résisté ? Par contre, ce que le film élude totalement, les racines historiques et sociales du nazisme, n'a pas été non plus abordé de front dans les

Ironie du sort : quelques heures avant la programmation de « Holocauste », le maire de Francfort (CDU) débattait doctement avec un pasteur de la situation des étrangers en RFA. Il en découle des difficultés sociales importantes, disait le maire. La solution, ce serait de les « concentrer » davantage.

Pour leur propre bien, pour que les enfants turcs puissent recevoir un enseignement en turc etc.

Non rétorquait le pasteur : la solution ne peut en aucun cas être une « ghettorisation » accrue des immigrés qui les coupe de la population...

« Concentration », « ghetto », les protagonistes de ce débat n'avaient pas l'air de mesurer l'humour très noir de leurs propos, ce mardi 23 janvier 1979 où, pour une fois, l'Allemagne avait les yeux du souvenir

Tom Jordan

poursuite des grèves en Grande-Bretagne

le Parti Libéral propose un pacte d'union nationale

Après la rupture siné dié des négociations entre les représentants du Syndicat des transports et les patrons des camionneurs, la grève des routiers se poursuit de plus belle en Angleterre. Malgré les conditions atmosphériques catastrophiques qui frappent tous le pays, les piquets de grève poursuivent leur action.

Mardi l'ensemble du réseau ferroviaire britannique a été paralysé par la grève des conducteurs de locomotives, ce qui a freiné largement l'activité du pays étant donné que la neige abondante rendait pratiquement impossible l'utilisation des automobiles pour se rendre au travail.

Les conducteurs de train, qui réclament 40 % d'augmentaion de salaires ont an-noncé qu'ils feront de nouveau grève jeudi dans tout le pays. Pendant ce temps, le dirigeant du Parti libéral, David Steel propose la formation d'un pacte d'union entre les trois grands partis du pays afin de résoudre les problèmes économiques et sociaux. Il a souligné qu'à son avis il existait entre les conservateurs, les travaillistes et les libéraux une large majorité prête à coopérer pour « contrôler l'inflation et l'anarchie sociale ». Un tel pacte ne pourrait cependant être con-clu qu'après les élections

URSS

« Staline, vous êtes un grand savant »

23 écrivains soviétiques vivant en URSS et récusant le qualificatif de « dissidents » viennent de faire connaître leur décision de publier coûte que coûte le recueil de textes « Métropole » en refusant toute censure. Cette décision est considérée à Moscou comme un véritable événement.

La plupart de ces écrivains sont en effet membres des organisations littéraires officielles. Parmi les cinq responsables de la publication, on trouve trois auteurs connus, Vassily Aksionov, Andrei Bitov et Fazil Iskander. Ils se sont, par ailleurs, assuré le concours de plusieurs « vedettes » de la littérature officielle comme le poète Andrei Voznessensky, Belle Akhmadoulina et Vladimir Vyssotsky.

Le tire du recueil « Métro-

pole » a, selon ses auteurs, une triple valeur symbolique. Il rappelle la capitale, le métro et l'hôtel moscovite du même nom. Entre la littérature russe « dissidente » publiée à l'Ouest et la littérature « conformiste », il y a une zone très large. »

En fait, ces écrivains voudraient échapper au dilemme : publier « illégalement » à l'Ouest et « écrire pour le tiroir du bureau de travail ».

Tous les genres sont représentés dans le volume qui totalise 700 pages imprimées : poésie, chansons, théâtre, critique littéraire, etc. Parmi les chansons, une très ancienne, due à un ancien des camps, Alechkovsky, « Staline, vous êtes un grand savant... »

coexistence

Pékinkola

D'ic la fin de la semaine, les gourmets de Shangai, Pékin et ailleurs pourront arroser leur rouleau de printemps d'une bonne rasade de Coca. Cela fait trentre ans qu'on n'avait pas vu une bouteille du précieux nectar acidulé en Chine populaire. Une première livraison de 360 000 bouteilles et 120 000 boîtes métalliques partira mercredi de Hong-Kong, une fabrique sera construite ultérieurement en Chine même. Sa production atteindra deux millions de caisses de 24 bouteilles ou boîtes métalliques chacune.

La firme Coca-Cola enverra le mois prochain en Chine à l'invitation des autorités chinoises des experts chargés des études de production, distribution, ingénierie et conditionnement. Le responsable de l'opération a placidement commenté l'affaire : « Nous sommes en train de pénétrer à nouveau sur le marché chinois où nous étions présents entre 1928 et 1949 (...) Il a fallu dix ans de négociations car nous voulions apprendre à traiter avec les chinois ». Il a ajouté que sa firme avait obtenu le privilège exclusif de vendre du coca-cola en Chine. Ce sont les Chinois qui fixeront le prix de la bibine au goût yankee. Et comment dit-on « Soif d'aujourd'hui », en Chinois,

la réadhésion mouvementée de Guy Konopnicki

Dans un texte publié hier par « le Matin », Guy Konopnicki, ancien dirigeant de l'UEC qui avait démissionné, il y a quelques mois du PCF, explique pourquoi il interrompt « sa grève » et reprend sa car-

Konopnicki avait expliqué au meeting de Villetaneuse (voir notre édition d'hier) comment les travailleurs membres de sa cellule étaient venus le chercher au moment de la remise des cartes. Cette rentrée n'est pourtant pas une rentrée dans le rang.

Guy Konopnicki conclut avec cette phrase de Maurice Thorez : « Jetons la pagaille. »

Cette prise de position n'a pas été du goût du secrétariat du PCF du XXº arrondissement qui lui reproche de « s'être livré au dénigrement des dirigeants du parti » et considère que « la cellule Auguste-Blanqui à laquelle il appartient a été abusée sur ses intentions réelles ». Guy Konopnicki a répondu par une déclaration remise hier à la

« Je prends connaissance avec surprise et émotion d'un communiqué surréaliste du secrétariat du PCF du XX° arrondissement. Je tiens à préciser une nouvelle fois que c'est à la demande d'adhérents de ma cellule que j'ai repris ma carte. Je n'ai abusé de personne puisqu'à l'assemblée de reprise des cartes je suis longtemps intervenu pour exposer mes positions, que Lucien Villa député du XXº m'a longuement répondu, et ce sur le ton fraternel qui convient aux communistes. Après quoi, sur l'insistance de deux camarades, j'ai ac-cepté ma carte 1979 et offert à la cellule quelques exemplaires de mon livre.

« Ma reprise de carte n'a donc aucune raison statutaire d'être réexaminée, attendu que je n'entre dans aucun des cas pour lesquels l'adhésion fait selon les statuts du parti l'objet d'un examen préalable.

« Je n'ai fait l'objet d'aucune sanction et n'ai jamais jusqu'à présent été critiqué ou condamné par les organes de presse du parti. D'autre part, Paul Laurent, en adhérents de 1978 compte les « cartes distribuées au cours de l'année 1978 ». Il m'a donc compté dans les effectifs.

« Ajoutons que quiconque comparera la déclaration pu-bliée par «l'Humanité» d'aujourd'hui avec les arti-cles datés de 2020 et parus dans mon livre sera frappé par la ressemblance. Et pré-tendre que les militants de la cellule ont pu se laisser abuser témoigne d'un scandaleux mépris de la classe ouvrière et des militants de base. »

aujourd'hui s'ouvre le IIIe congrès de la LCR

Le IIIe congrès de la LCR (Xe congrès de la section française de la IVe Internationale) s'ouvre ce matin à St Gratien, dans la banlieue nord de Paris. Plus de 400 délégués, venus de toutes la France, sont attendus à partir de 10 h. Ce congrès est particulièrement important pour notre organisation puisqu'il doit adopter une orientation dans une situation politique profondément modifiée par la rupture PC-PS et la défaite de l'Union de la gauche. Aucune organisation mouvement ouvrier n'échappe aux interrogations sur la nouvelle situation politique créée par la défaite de la gauche en mars. La LCR moins que toute autre. Il ne faut pourtant pas attendre de son congrès quelque petite phrase happée par la presse ou des états d'âmes sur la situation immédiate du mouvement ouvrier. Tout au long de son débat interne préparatoire, la LCR a cherché au contraire à dégager les traits de la période qui vient et les axes durables de son intervention politique.

Ce congrès a été préparé autour d'un projet de thèses voté par la majorité du comité central sortant. C'est la première fois dans sa courte histoire que la LCR procède ainsi. Antérieurement, plusieurs tendances s'affrontaient sur des plates-formes contradictoires dans leur démarche d'ensemble. La méthode utilisée pour ce IIIe congrès a permis de distinguer ce qui est divergence d'ensemble de ce qui relève de désaccords plus limités ou ponctuels. Si la tendance I (18,5% des votes dans les congrès locaux) s'est constituée sur une plate-forme alternative, la tendance III (39%) se définit comme tendance d'amendement sur des points importants mais circonscrits. La tendance IV constituée autour du projet de thèses et qui l'a amendé à la suite des discussions qui ont duré plusieurs mois, recueille (38,5%) des votes dans les congrès locaux. Deux petites tendances, la II et la V, recueillent 2% et 1% des votes. Une dizaine de délégués ont été élus hors tendance par leurs cama-

Les militants ont discuté en cellules et en assemblée générale de ville, de section ou de fédération. L'élection de délégués, à partir d'un quota égal pour tous, avec reste au plan régional, permet une représentation au plus près des opinions et choix politiques des mili-Chaque tendance, tants. quelle que soit son importance, disposera d'un temps égam pour introduire les discussions au congrès national. De même ont-elles eu la possibilité de publier le même nombre de pages dans les bulletins intérieurs et dans les tribunes publiées régulièrement par « Rouge ».

Un congrès de la LCR n'est pas un simple enregistrement des votes qui ont lieu dans les congrès locaux. Le débat s'y poursuivra, et délégués, qui peuvent modifier leurs opinions, ne sont liés par aucun mandat impératif. De même la discipline de tendance n'est-elle pas la règle, chaque délégué pouvant se prononcer sur un texte ou un amendement non pris en compte par sa tendance.

Si ces dispositions de débat n'assurent pas automatiquement et par elles-mêmes une démocratie totale dans l'organisation, elles en constituent néanmoins de solides garanties. Les directions de la LCR ont toujours pris et revendiqué le risque de se retrouver minoritaires à l'issue d'un débat. Il est à regretter que les autres organisations mouvement ouvrier, grandes ou petites, ne procèdent pas de manière analo-

Les débats de Saint-Gra-

tien s'ordonneront autour des questions les plus âprement discutées dans le débat préparatoire : le caractère de la conjoncture et de la période, du point de vue des rapports de force entre les classes, la question du front unique ouvrier, c'est-à-dire la tactique permettant une mobilisation unitaire une élévation du niveau de conscience de la classe ouvrière, la politique unitaire avec les différentes organisations d'extrême gauche, en lien avec les tâches politiques de la construction du parti révolutionnaire en France et à l'échelle mondiale. Cette dernière question, dans une période ou de nombreux groupes d'extrême gauche se retournent sur un passé de dix ans qui a mis à rude épreuve leurs références programmatiques d'origine, sera particulièrement preignante. Le congrès devra également trancher sur l'avenir immédiat de « Rouge » quotidien, sans avoir hélas les movens d'un choix réel puisque les conditions financières qui sont les nôtres présentement ne permettent pas de poursuivre sa publication

Le congrès de la LCR devra également élire une direction nationale. Traditionnellement, le congrès accorde à la tendance majoritaire (qui peut être majorité relative) les movens de diriger l'organisation c'est-à-dire une majorité renforcée au comité central. Mais cela ne constitue nullement une règle. Un comité central à la proportionnelle des tendances peut-être parfaitement envisagé. Il ne s'agit pas là de données arythmétiques mais de décisions qui résultent d'appréciations politiques sur la nature et la profondeur des divergences existant à un moment ou un autre dans l'organisation.

femmes en mouvements s'arrête

L y a un an parraissait la mensuelle « Femmes en mouvements » à l'initiative des femmes de la librairie Des femmes. Très vite elle eut un très grand écho, un an après elle s'arrête, dans le texte cidessous elles expliquent pourquoi. Nous leur laissons la

« un an de mensuelle, notre bonneur a avoir pu la faire »

« Comme nous avons eu le courage de commencer la mensuelle, nous avons courage de l'arrêter. Nous l'avions décidé dès le premier numéro: un an, pas plus. Nous n'étions pas des journalistes, nous avons dû ramer pour ne pas le devenir. Mais à continuer, qui sait? Le pire pourrait arriver... Quelle presse (revues trimestrielles, mensuels, hebdos, quotidiens), pourrionsnous citer, qui jour après jour, semaine après semaine ou mois après mois, ne trace sa propre caricature, son portrait-robot, ne pédale sur place dans la semoule de l'événement domestique (dit social, politique, artistique, syndical), manège à sept ou huit leaders de bois : vous savez, Giscard, Carter, Begin, le shah, Deng Xiaoping, le Pape, l'ayatollah Komeiny, etc. »

« Plus un journal radote et plus il marche. La stabilité mortelle de la répétition instituée nous ennuie, là où nos mouvements tendent justement, de toutes leurs forces, à l'ébranler. Grâce à celles qui, nombreuses, se sont jointes à nous, la mensuelle a vécu un an sans publicité, contre vents, marées et NMPP. Ne pas continuer est le contraire que de dire « nous nous arrêtons »... Nos désirs et nos besoins prendront sûrement d'autres formes. Nous n'insisterons pas sur nos peines (nos contradictions quotidiennes, horaires, minutières, et nos capacités (limitées) à les dépasser); tout cela bien moindre, en fin de compte, que notre bonheur à avoir pu le

faire, sans patron et sans haine.

« Les effets de notre travail, du travail de toutes les femmes qui ont participé à la réalisation et à la diffusion de la mensuelle, nous semblent encore incalculables.

« Comme effets immédiats : grâce aux lettres nombreuses et à leur circulation intense, des réunions, des discussions, des rencontres, des naissances de groupes. des journées entières entre femmes à Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille, Nancy, Rouen... toutes formes encore en latence il y a quelques mois à peine, et qui vont se développer sûrement.

« Le pouvoir (dans les partis, au C.I.E.L., au Vatican...) a repris du poil de la bête patriarcale, et le féminisme, carriériste, opportuniste et complaisant, sera de toutes les nouvelles farces. Les d'abord professionnelles, de tous genres, (hétéro, homo, bi, zoo, etc.) et de tous corps (enseignant, médijournalistique, parlementaire et, au dernier chic et qu prochain printemps, européen) feront tourner sa machine à presser les femmes

« Mais partout, dans ces mêmes partis, institutions, lieux de la culture, des femmes choississent le mouvement; balances, rythmes, déplacements, transformations, révolutions dépasmétamorphoses. sements. pensées et dépenses, énonciations et écarts.

A bientôt. Vive la révolution des femmes. »

Les étudiants (MAS et UNEF-Unité syndicale) et les professionnels de psychomotricité organisent une manifestation nationale vendredi à Paris pour la défense de la profession. Les étudiants ont rendez-vous à Bd de Montparnasse — rue de Rennes), afin de rejoindre le

Une conférence nationale étudiants-professionnels aura lieu ce même jour à 18 h, 105, Bd de l'hôpital 75013 Paris

• C'est le 16 février que débuteront les négociations entre syndicats et CNPF sur l'indemnisation du chômage. Aprés la loi-cadre proposée par Boulin et votée par l'Assemblée natio-nale, les négociateurs devront se mettre d'accord sur les modalités de son application. On sait d'ores et déjà que les 90% sont bradés. Quant au rap-

e Selon des informations four-nies par Force ouvrière, les élections aux CE de la Banque de France ont donné les résul-tats suivants: la liste com-mune CGT-CFDT-Autonomes obtient 7 164 voix et 33 sièges (contre 6 971 et 37 sièges en 1976), la liste FO-CFTC 4 912 voix et 29 sièges (contre 4 942 et 23 sièges). La même source fournit également les résultats des élections au comité d'en-treprise de la SNEAP (Société

nationale d'exploitation d'ap-plication des recherches pétrolières) pour l'ensemble des établissements (Boussens, Paris, Lacq et Pau): FO: 26,98% des 5 672 suffrages exprimés et 17 sièges (soit une perte de 0,56% et 3 sièges). CFDT: 22,15% et 11 sièges (+0,39%), CGT: 21,64% et 14 sièges (-1,93%).

• Un communiqué de la Fédération anarchiste commente le jugement qui a condamné les autonomes lundi à Paris. La Fédération anarchiste estime que ces « lourdes peines sont sans aucun doute le résultat de pressions présidentielles, ministérielles et de la police ». Le communiqué se poursuit : « La loi anticasseurs a permis qu'une justice expéditive se

mette au service du gouverne-ment. Bien que la Fédération anarchiste ne reconnaisse pas les actions des autonomes, elle dénonce cette justice, support répressif de l'Etat. Face à un déploiement grandissant de tout un appareil oppressif, la solidarité effective envers toutes ces victimes, passe par la lutte contre l'Etat lui-même.»

 La police nicoise a arrêté lundi l'homme qui a reconnu être le meurtrier de l'Algérien dont le cadavre avait été découvert samedi matin dans l'entrée d'un immeuble au cen-tre de la ville. M. Boucif Bensaadah, âgé de 44 ans, origi-naire d'Algérie, maçon sans em-ploi, a reconnu être l'auteur du coup de couteau qui a tué son Il a déclaré que sa victime l'avait suivi à la sortie d'un bar

e Les dirigeants des radicaux de gauche, plutôt que de cher-cher les moyens de créer une liste autonome pour les élec-tions européennes, « se sont livrés à une sorte de démission, de capitulation », a déclaré Robert Fabre au micro de France-Inter mardi matin. Selon l'ancien président du MRG, cette formation croupion a signé « son arrêt de mort », lors de son congrès de Toulouse.

Périgueux

nouvelle étape dans la campagne pour la libération de Chambrun

La Ligue des droits de l'homme, le CDLIM, le MAS, le PS, le PSU, la LCR, la FEN, le SNI, la CFDT, le SGEN-CFDT, Volem Viure al Païs diffusent en Dordogne, une pétition pour la libération de Jean de Chambrun, aux arrêts de rigueur pour 60 jours à Périgueux, ils se prononcent pour les libertés et droits démocratiques des appelés, pour le droit aux permissions régulières et les transports gratuits. Ils s'élèvent contre la violation des droits fondamentaux du citoyen sous l'unique prétexte de son incorporation dans l'armée.

Ils dénoncent l'intolérable collusion entre les renseignements généraux et la sécurité militaire, que démontre à nouveau les cas de De Chambrun.

C'est pourquoi ils exigent la levée immédiate des sanctions prononcées à l'encontre de Jean de Chambrun et de tous les appelés sanctionnés pour des motifs semblables: avoir signé la pétition transports.

L'UD CGT présente aux réunions unitaires est finalement restée en dehors et a diffusé un communiqué distinct: elle a d'abord invoqué des questions de rédaction, rapidement levées. L'exclusive contre la LCR est donc son seul motif. Quant au PCF, il a brillé par son absence aux réunions.

réunions.

«L'Humanité » a publié un communiqué de la fédération de Dordogne sur l'affaire, qui le même jour était ignorée du quotidien local du PC et, semble-t-il, d'une partie au moins du secrétariat fédéral... Quant aux JCF, nous avons eu la surprise de les voir distribuer une pétition pour la libération de Jean à la gare de Périgueux, vendredi 19, eux aussi, dans l'ignorance de la pétition unitaire.

Le 31 janvier, les organisations signataires de la pétition départementale feront le point et envisageront éventuellement de nouvelles initiatives. A cette date, nous pensons que des centaines et des centaines de signatures auront été recueillies. Elles seront apportées par une délégation au lieutenant colonel du 5° RC de Périgueux.

Nous déplorons une fois de plus les exclusives portées par la CGT et le PC quant à une riposte unitaire à apporter en la matière.

Il est à rappeler qu'aujourd'hui 5 autres, appelés de-Wittlich au 51° RA purge 30 jours d'arrêts de rigueur pour les mêmes motifs, il s'agit de Jean-Louis Cauquart, Jean-Marc Giroux, Philippe Gomez, Jacques Melki, Michel Vaisse.

La pétition départementale doit être envoyée à la LDH section de Périgueux, J.-M. Founet, 6, rue Eugène-Leroy, 24 000 Périgueux. les QHS en procès

Rouge devant la XVII ^e chambre correctionnelle

ROUGE » a-t-il porté atteinte à l'honneur et à la considération qui s'attache à la profession des gardiens de prison? Telle était la question posée mardi devant la XVII e chambre correctionnelle, aprés la publication

le 6 février 1978 du témoignage d'un détenu, Alain Bendjelloul, sur les conditions de détention dans les sinistres « Q.H.S » (Quartiers Haute Sécurité) à Marseille.

Convoqués à 13 h 30, Alain Bobbio et les deux témoins de la défense ne comparurent — les derniers — 'qu' à 18 h devant un auditoire presque désert. Tout se passe comme si on avait voulu éviter qu'un public nombreux n'assiste aux témoignages de Lapeyrie et Bloch : l'ancien tôlard, militant du CAP (Comité d'action des prisonniers) et l'ancien juge d'application des peines, membre du syndicat de la magistrature, qui firent tous deux le procès des QHS.

Bobbio expliqua d'abord que « Rouge » n'était pas le seul à avoir posé le problème des QHS. Dans les multiples témoignages de détenus publiés reviennent les mêmes expressions : l'isole-ment insupportable, le sentiment de se transformer lentement en bête fauve, de se voir mourir à petit feu. On y retrouve par dizaines des récits de passage à tabac. Le CAP a même publié une interview d'un prisonnier à Chaumont qui raconte comment un mâton et ses accoly-tes « crevèrent l'œil d'un détenu au QHS de Besançon avec une fourchette et lui enfoncèrent des stylos dans l'anus. Ces faits ont d'ailleurs fait l'objet d'une condamnation. Mais une fois de plus, «Rouge» est le seul pour-

La parole d'un détenu est-elle sans valeur?

Il continua : « J'avais fait ci ter Bendjelloul, l'auteur de l'article, comme témoin. Le parquet a refusé de l'extraire. On nous demande de prouver notre bonne foi et on nous retire les moyens de le faire! A moins qu'on considère que témoignage d'un détenu réputé « dangereux » est par définition sans valeur, même sur ses conditions d'existence immédiates. Je pense au contraire que lorsque Bendjelloul, Agret et d'autres décrivent ce « frigo » où les détenus sont enchaînés nus à un anneau de fer, obligés d'uriner le plus loin possible devant eux, ce qu'ils disent doit être pris au

Il conclut en dénonçant la multiplication des procès contre «Rouge » et «Libération » qui aboutit à l'étranglement financier d'une presse qui dérange.

Etienne Bloch vint ensuite à

la barre. L'arrivée de cet ancien juge d'application des peines, connu pour ses prises de position courageuses. provoqua immédiatement un incident avec le procureur Pommier qui se déclara surpris de « voir un magistrat témoigner dans une affaire qui met en cause le journal "Rouge". Il parla avec force, sans se laisser démonter par les interruptions et les crocsen-jambe: « Dans les prisons françaises, tout est construit autour de la possibilité de condamner quelqu'un au mitard. Les QHS sont le mitard de tout le système pénitentiaire, avec une différence considérable : connaît pas l'avance la durée de la sanction, ce qui est contraire à toute idée de justice ».

La violence, absente des prisons françaises ?

Il poursuivit : « Ce serait une totale hypocrisie de dire que dans les prisons françaises on ne pratique pas la violence », et il ajouta : « Il est très difficile de se mettre dans la peau de quelqu'un qui se trouve dans les QHS. Mais dans cet article, il y a une image très forte, celle du détenu qui regarde les murs "comme un aveugle, sans être atteint de cécité". Elle exprime bien la conséquence de l'isolement : le sentiment de contempler sa mort, de se sentir diminué jour après jour. »

Arriva ensuite Lapeyrie qui se présenta comme militant CAP et responsable du journal. Soupçonneux, le président demanda d'emblée au témoin : « De quoi vivezvous? » La question éclaircie, il continua: «Si nous avions reçu cette lettre de Bendjelloul, nous l'aurions publiée. Sa crédibilité provient de la multiplication des témoignages de ce type, qui presque tous proviennent des Baumettes à Marseille. Nous en avons publié de nombreux dans une brochure que nous avons vendue à la porte du palais de justice. Elle n'a fait l'objet d'aucune poursuite. Nous avons souvent expliqué que QHS transforment les hommes en bêtes fauves sans être poursuivis, alors que nous sommes en situation de diffamateurs permanents. »

Ce fut alors le tour du Pommier. Un procureur réquisitoire hautain : « L'auteur de cet article. Alain Bendjelloul est l'un des plus dangereux malfaiteurs existent. Il est en réclusion criminelle à perpétuité. Des raisons de sécurité nous interdisent de transférer cet individu dangereux ». Puis, il invoqua une seconde raison, qui contredisait la première : « Il n'appartient pas à cet individu de faire le procès de l'administration pénitentiaire ». C'était donc cela...

Après avoir cité quelques assages incriminés sans passages craindre de couper des phrases pour étayer sa thèse, il conclut : « Il y a diffamation l'administration envers pénitentiaire que l'on accuse de déshumaniser le régime des détenus... On vous parlera sans doute de liberté d'expression. Mais le rôle d'un journaliste c'est de dénoncer les insuffisances, pas de dénigrer par des accusations gratuites. » Puis, inquisiteur, il termina avec des accents moyenâgeux : « En fait, le but secret qu'il poursuit, c'est de faire le procès global de l'administration pénitentiaire, comme celui de la justice et de la police. Il veut saper les institutions établies. Je demande une forte peine d'amende. »

Citation tronquée

Me Antoine Conte expliqua: « J'en ai assez de ces procès faits à coups de citations tronquées. Nous avons fait des offres de preuves. Le procureur n'en a pas dit un Des tabassages prison? Mon dossier est plein d'exemples. L'assassinat légalisé? Tout le texte de Bendjelloul montre que l'idée est celle de la mort lente, le sentiment de devenir des « zombies ». Il suffit de lire la phrase qui suit le passage poursuivi. Le « frigo »? Il y a dans mon dossier trois témoi-gnages de son existence dont un qui émane de M. Tavani, surveillant à la maison d'arrêt des Beaumettes. Mais le procureur n'a pas daigné en parler. Il semble que le droit ait quitté cette salle », a-t-il dit. On sera fixé dans quelques semaines, quand rendu le jugement.

meeting de l'eurodroite à Lyon

le maire autorise, 29 organisations refusent

Francisque Collomb, maire de Lyon, a déclaré qu'il était « fort éloigné des tendances extrêmes ou totalitaires » et, qu'à sa connaissance, aucun décret de dissolution n'a été décidé ni même proposé à l'encontre du mouvement Eurodroite; en conséquence, il autorise le meeting, qui devrait voir réunis Tixier-Vignancourt, Blas Pinar, Giorgo Almirante, Emile Lecerf (Belgique) et Joël Dupuy. « C'est seulement dans la mesure où l'ordre public viendrait à être gravement menacé que j'aurais le devoir de demander au préfet d'user de ses pouvoirs de police », conclut le maire de Lyon.

Les réactions à Lvon, pourtant, même à plusieurs semaines du meeting, n'ont pas manqué: le PC, avec la CGT et le MRAP a organisé une manifestation qui, la semaine describre a recomplé. 1500 dernière, a rassemblé 1500 personnes; une réunion unitaire a décidé d'appeler à une manifestation le jour du meeting, sur un parcours extérieur au lieu de la réunion de l'Eurodroite, avec le lancement d'une pétition dans les entreprises. Le maire avait donc toutes les raisons pour interdire le meeting s'il l'avait voulu; d'autant plus que le meeting de l'Eurodroite doit avoir lieu la veille des états généraux sur l'emploi, et dans la salle qui avait été accordée aux unions départementales CGT et CFDT dès le 6 pour qu'elle soit équipée. problèmes d'unité d'action se posent cependant, qui ont été soulevés lors de la conférence de presse tenue mardi soir par les 29 organisations partie prenante de l'appel à la mani-festation du 6 février. Le représentant du PS, notam-

ment, devait regretter que le PC se tienne à l'écart, sous prétexte que s'y associaient des organisations avec lesquelles il se sentait en désaccord ». Quand il avait été demandé des précisions au PCF, il avait répondu qu'à son avis il y avait 14 organisations de trop, et précisant « qu'il s'agissait de la LCR ». En fait, le représentant de la LCR avait alors déclaré que, tout en protestant contre les exclusives, il était prêt, au nom de son organisation à se retirer pour faciliter l'unité, en s'engageant à faire une campagne autonome antifasciste. Le PC, ne sachant trop que répondre s'était retiré quand même. Quant à la CGT, elle évoqua les difficultés déjà lourdes de la préparation des états-généraux du 7 février, qui ne semblent pas empêcher la CFDT de participer à la campagne unitaire.

Plusieurs initiatives sont donc prévues par les 29 organisations, en liaison avec la manifestation du 6 et la prétition dans les entreprises : le 6 au soir aura lieu un meeting avec Serge et Beate Klarsfeld, quelques jours avant, ce sera un spectacle de musique dans le style « Rock against racism » (organisé par plusieurs organisations de jeunesse) et un festival de cinéma pendant la quinzaine précédente.

Les organisations regroupées à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme sont : LICA, CFDT, FO, FEN, UGEL-UNEF, MAS, PSU, MAJ, CCA, LCR, OCT, PCML, PCR, OCI, MJS, UCJR, UEF, JEF, Libre pensée, Centre des femmes, AJS, UEJF, UDEJ, cercle Bernard-Lazare, Cercle Richman.

Bousquet toujours indésirable à Indo-Suez

La campagne entreprise par le comité antifasciste des banques du groupe de Suez pour informer sur le rôle de René Bousquet, dont Serge Klarsfeld demande l'inculpation, se poursuit et elle semble gêner certaines personnes, à la banque Indosuez ellemême.

Si Bousquet joue à cachecache avec les journalistes, un
mystérieux Comité fasciste
d'Indosuez a décidé de le sourire. Pour l'ancien chef de la
police de Pétain, ce n'est sans
doute que « justice »... En tout
cas l'antisémitisme d'hier
rejoint celui d'aujourd'hui
dans la lettre envoyée à l'un
des militants du Comité antifasciste: « Sale con, tu as
bien raison de défendre les
juifs, ce sont tes patrons.
Quand ils tuent les Arabes, on

n'entend pas ta voix; fumier, on t'a à l'œil toi et tes copains. Alors, si tu continues tes saloperies, méfies-toi. A bas les youpins! Vive Bousquet. Comité fasciste d'Indosuez. »

Les antifascistes d'Indosuez sont décidés à continuer leur lutte pour la révocation de Bousquet, qui est toujours administrateur de la banque Indosuez ; lundi prochain, la CGT et la CFDT d'Indosuez demanderont officiellement le départ du criminel de guerre lors de la réunion du comité d'entreprise de lundi prochain. A la fédération des banques CFDT, on envisage de donner plus d'ampleur à l'action et on « réaffirme un soutien total à la section syndicale d'Indosuez ».



Barre le magicien

MOMME on pouvait s'y attendre, les emplois an- jouait au magicien; en annonçant des emplois dans la noncés par Barre à grand bruit cachaient pas (CGCT) dans le Nord au moment où il est question de messes soient contrôlées. licencier 20 000 personnes dans cette branche, Barre

Loire-Atlantique en nombre ridicule (1500) face au M mal de choses : en affirmant qu'un millier d'em- nombre de chômeurs (34 000, il ne pouvait pas satisplots seraient créés par des entreprises d'électronique faire grand monde, mais il s'exposait à ce que ses pro-

Barre: le créateur

DANS LA LOIRE-ATLAN-TIQUE, PLUS DE TEMPS D'ANTENNE QUE D'EM-

Quand les travailleurs de Brissoneau et Lodz ont voulu un temps d'antenne, la réponse officielle de FR 3 fut de le leur refuser « parce que la place était prise par les chefs d'entreprise qui détaillaient les créations d'emplois annoncées par le Premier ministre ». Il vaut la peine d'y regarder de plus près : l'heure de publicité mensongère n'est pas chère!

Il y a en effet 34 000 chômeurs dans ce département et ils continuent à s'accumuler. Dans l'administration de Béghin-Say, fabricant de sucre, 210 suppressions de postes sont annoncées d'ici 1982; dans la construction, plus de 200 sont prévus; licenciements chez Huard, à Châteaubriand, 128... « Brissoneau, qui emploie 1 000 personnes, est entré en grève totale avec occupation pour s'opposer à 282 licenciements, qui, devant la lutte ont été ramenés à 225, puis à 204, après que l'inspecteur du travail en eut refusé 21 cas.

Si on examine les 1500 emplois promis par Barre, il apparaît que 750 sont dus au « transfert du service des pensions du ministère du Budget », soit la moitié des emplois promis par Barre pour la Loire-Atlantique qui ne sont qu'un déplacement d'emplois parisiens. condition qu'ils acceptent cette « mobilité de la maind'œuvre » - à l'inverse de ceux de l'AFPA qui la refu--, ils pourront profiter des avantages de la région, mais cela ne donnera pas un emploi de plus aux chômeurs

Le directeur de Sercel, qui annonçait 62 emplois à la télévision régionale, disait à son comité d'entreprise que le nombre d'embauches pour 1979 serait réduit, et était impossible à chiffrer. Mystère : Barre aurait-il menti ?

Non, mais, lui et ce brave directeur avaient oublié de signaler qu'ils comptaient comme « créations d'emploi » en 1979 des embauches faites déjà en 1978 C'est sûrement un « problème de mise en forme des concepts statistiques »

Il reste deux « valeurs sûres » pour le moment...: 90 emplois à Art-Anjou sur lesquels il n'y a pas encore eu de décisions et 55 à Velan-Rateau, mais ces derniers ont un goût amer, lorsqu'on sait qu'ils se « créent » dans les murs de Thirriet-Catin, une usine liquidée avec plus de licenciements.

Quand les UD CGT et CFDT appellent à manifester au cours d'une grève générale le 8 février, M. Barre doit sûrement se demander jusqu'où ira l'ingratitude de ces Français irresponsables, qui refusent de prendre en considération tous les efforts qu'il fait pour lutter contre le chômage

Barre: le créateur (suite)

Pas de miracle : Barre parle création d'emplois 'électronique dans le Nord, à Boulogne, mais il ne s'agit que de la création d'une « mobilité d'emploi », puisque les 200 « créations à Boulogne ne sont que le déplacement d'emplois de Rennes à Massy (près de Paris)

D'ailleurs, les décisions de Barre ont été accueillies par la mobilisation du personnel dans ces deux usines du trust CGCT (filiale ITT). A Massy, pour aller vite en

comme la « décibesogne, annoncée par Barre prise depuis le 28 décembre dernier après consultation de Ségard (PTT) et de Giraud, la direction a commencé, dès la semaine à déménager du matériel (des outils et quel-ques machines). Elle l'a fait de nuit, et sans même que hiérarchie de l'outillage de l'usine de Massy en ait été informée... Le premier moment de surprise passé, le personnel a tenu une assemblée générale unitaire à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO. Diverses actions sont prévues « en direction de l'opinion publique pour commencer ». Ils ont aussi demandé à Claude Germon, majre PS de Massy de prendre position. A Rennes, avertis de projet

de démantèlement de l'usine, qui emploie 500 personnes les travailleurs ont tenu une assemblée générale regrou-pant 95 % du personnel et ils ont retenu les deux directeurs pour exiger des explications La direction présente aux 200 techniciens et ingénieurs chantage prévisible : soit le déplacement à Boulogne, soit le licenciement. Pour le perouvrier, essentielle-

dépend d'un marché en cours d'étude avec les PTT : si l'accord, après « appel d'offre » est passé pour un nouveau modèle de poste téléphonique à clavier, il faudra en produire 500 000 par an jusqu'à transformation complète de l'équipement français... En attendant, l'emploi ne sera assuré à la fin du mois que si les PTT confirment leur commande de 15 000 postes de ce modèle « à l'essai » pour l'administration des PTT elle-même.

C'est l'ensemble de ces projets que refusent celles et ceux de Rennes. Ils se sont organisés pour que l'usine soit surveillée et que le matériel, tant stocks que machines, soit gardé nuit et jour ; un système de tour de garde a été mis au point.

Il n'est pas sûr que le projet e création... de mobilité réussisse. Mais, ce projet luimême apparaît comme une mauvaise farce quand on connaît la situation de l'usine de la CGCT à Boulogne: sur 1 100 travailleurs, 460 sont employés à temps partiel... Le seul avantage que la direction peut escompter est peut-être au niveau syndical : le syndicat FO majoritaire à Boulogne se soucie surtout de gérer les ventes de sa coppérative et il a fallu la journée « Boulogne ville morte » pour le voir se mêler à une action..

Avec Boulogne, de toutes les façons, Barre est loin du compte: un travailleur sur cinq y est au chômage, soit 7 000 1

Pierre Rème

Demain dans « Rouge » une enquête sur la crise de l'industrie du téléphone.

à Annecy demain

un procès de responsabilité médicale

VEC l'affaire Farçat (voir article ci-contre) et un grand nombre d'autres, le problème de la responsabilité médicale est posé devant les tribunaux avec une insistance marquée depuis ces derniers mois. L'affaire qui sera jugée demain devant le tribunal correctionnel d'Annecy, est particulièrement saisissante, puisqu'elle a coûté la vie d'une petite fille Emmanuelle. C'est aussi l'aboutissement d'une longue procédure de quatre ans, qui a abouti à l'inculpation d'un médecin, le D' Basile, inculpé d'homicide involontaire par imprudence. Ce procès sera exemplaire à plus d'un titre.

Ce procès sera exemplaire parmi toutes ces affaires similaires. En effet, au-delà du jugement qui sera rendu - la ne demande civile qu'un franc de dommages et intérêts et les faits, qui remontent à avant l'élection du Président de la République en 1974, impliquent que la peine soit automatiquement amnistiée si elle est inférieure à un an et un jour de prison la partie civile entend surtout faire le procès des protections dont jouit le corps médical.

La responsabilité médicale du D' Basile a fait trois victimes: d'abord l'enfant, Emmanuelle Proisy, qui a subi quatorze mois de coma cécébral avant de décéder et ses parents qui ont assisté, impuissants et nerveusement épuisés, au calvaire de leur petite fille. Le 22 octobre 1973, Emmanuelle, alors âgée de dix mois, est prise d'un accès de fièvre. Le D' Basile la soigne sur un diagnostic de rhino-pharingite. Mais les symptômes de la maldie se faisant plus alarmants, le médecin concluait à une roséole. Une raideur de la nuque l'amenait ensuite conclure à une méningite. Il poursuivait cependant le traitement approprié à la roséole. Mais la persistance de signes méningés constatés ne l'ont pas amené à faire effectuer sans délai les examens qui auraient permis d'infirmer ou de confirmer le diagnostic.

d'Emmanuelle s'étant considérablement aggravé, elle est hospitalisée. Une ponction lombaire confirme la méningite mais il est Emmanuelle entre dans un coma et est maintenue artificiellement en vie pendant ces longs 14 mois. Elle est transférée à l'hôpital de Lyon sans que ses parents aient pu donner leur avis.

Une opération a été pra tiquée sur la petite Emmanuelle pour tenter d'enrayer les lésions au cerveau provoquées par la méningite. Cette opéraayant échoué et l'encéphalogramme étant cons-taté comme totalement plat, parents décident de ne pas poursuivre la survie artificielle de leur enfant, afin de ne pas prolonger ses souffran-ces. Or, Emmanuelle est maintenue dans cet état végétatif pendant ces longs mois et comme elle n'est pas considérée comme « malade » on la refuse en hôpital. Elle doit alors être placée dans des établissements spécialisés qui procurent les soins constants que nécessitent les han-dicapés profonds. L'enfant n'est plus qu'un corps qui bave, râle, geint. Elle ne voit ni n'entend. Elle ne reconnaît personne. Les parents, qui assistent horrifiés au martyre du bébé, interrogent les médecins. Mais on leur rétorque qu'ils « veulent la mort de leur

Par ce procès, les parents d'Emmanuelle ne veulent pas seulement mettre en cause le Basile, premier responsble de la mort de leur enfant. Ils veulent aussi dénoncer l'ensemble du corps médical, responsable des conditions de sa mort et de leur calvaire. Ils veulent aussi dénoncer système médical et ses techniques « dont les médecins ne maîtrisent pas la finalité mais qui fonctionnent au nom de la bonne conscience ».

supplément d'information dans l'affaire Alain Farçat

La chambre d'accusation cour de Paris a décidé mardi de faire procéder à un supplément d'information dans l'affaire Alain Farçat, un jeune homme de 24 ans décédé en septembre 1973, au service de réanimation de l'hôpital de la cité universitaire, après un coma de 72 jours consécutifs à une ablation des amygdales.

Elle s'est donc reconnue insuffisamment informée pour pouvoir statuer sur la validité de la seconde expertise médicale qui avait été ordonnée par le juge d'instruction chargé d'instruire la plainte pour homicide involontaire déposée par les parents. Les inculpés,

trois médecins, une infimière et le professeur Lortat-Jacob. directeur de la clinique de Neuilly où le jeune homme avait été opéré et président du conseil de l'Ordre des médecins, avaient demandé que cette seconde expertise soit déclarée nulle, arguant qu'un des experts avait visité le malade et n'avait donc pas pu accomplir sa fonction en toute indépendance. Ce n'est qu'après le supplément d'in formation sur ce point que la chambre d'accusation statuera sur la validité de la seconde expertise. Comme on le voit, la justice se couvre d'infinies précautions dans une affaire qui met en cause une telle personnalité.

la grève à Renault-Saint-Ouen

« perturbation de l'organisation du travail »

une nouvelle définition de la maladie

ATMOSPHERE est à l'ébullition ce mardi à l'intérieur de l'usine Renault de Saint-Ouen où les 500 travailleurs en grève depuis plus d'une semaine multiplient les groupes de discussion entre deux assemblées générales. Gilles B. vient de recevoir sa lettre de licenciement : « Les explications que vous nous avez fournies lors de cet entretien quant aux faits qui vous sont reprochés n'ayant pas apporté d'éléments nouveaux »

Les « faits reprochés » à Gilles sont tout bonnement qu'il est malade. Il est

Dans le hall, à la cantine, devant le local de la CGT, et le panneau où sont affichés les articles de journaux relatant la grève, les grévistes échangent les informations et discutent des perspectives. Ce n'est pas l'unanimité et échanges sont parfois vifs. « La direction a proposé d'embaucher la femme de Gilles et d'indemniser Gilles pour son licenciement » dit l'un tandis que l'autre rétorque: « Non, elle a proposé de trouver un travail à la femme de Gilles, quant à l'indemnisation, il n'y a aucun chiffre ». Quoiqu'il en embauche ou « recherche de travail », indemnisation ou non, tous sont unanimes : « La direction fait du licenciement une question de principe. Nous aussi. Nous n'accepterons pas qu'un travailleur soit licencié pour cause de maladie ». « D'autant, ajoute un délégué, que la direction du DODM nous a expliqué que 180 dossiers « d'absentéisme » sont en ce moment à l'étude ». Le licenciement de Gilles risquerait donc d'être le premier d'une longue série et les travailleurs de St-Ouen appellent leurs camarades de Billancourt à la lutte. En effet, la DODM, c'est quatre départements, celui de St-Ouen et trois autres à Billancourt (57, 59, 61) à direction unique.

Pour certains grévistes, l'extension à Billancourt est donc déterminante pour la poursuite de la grève.

Autre débat au fur et à mesure des groupes: occupation ou non de la boîte. « En fait, on est déjà en situation d'occupation: jour tout le monde est ici, dans l'usine et la nuit au moins 30 camarades restent en piquet de vigilance pour empêcher les outils de sortir. Le week-end dernier, 150 travailleurs sont venus ». « D'accord mais ce n'est pas une occupation pensent d'autres grévistes. Une occupation, signifie bloquer les portes et empêcher la maîtrise donc licencié « pour le motif suivant : malgré tous les efforts entrepris dès son entrée en formation et son affectation dans un secteur de professionnels pour permettre son intégration dans une unité d'outillage, persistance d'un état permanent d'inadaptibilité dans un milieu industriel ; perturbation continuelle de l'organisation du travail ».

La maladie perturbe l'organisation du travail. Le patronat, même « nationalisé » ne recherche plus beaucoup de prétexte pour remettre en cause l'un des acquis les plus fondamentaux de la classe ouvrière : le droit à la maladie.

Mais, la question de l'occupation n'est pas, ce mardi, l'objet principal des débats. Le vote suscite bien plus de discussions. Alors que la reconduction de la grève a lieu depuis une semaine en assemblée générale, des délégués proposent un vote à bulletin secret avec droit de vote pour les non-grévistes (essentiellement la maîtrise et les bureaux). Souci d'éviter de se minoriser (20 travailleurs sur 500 ont repris le travail), où indécision de certains délégués quant à la poursuite de la grève ? Finalement, l'assemblée a reconduit la grève à main levée. Gilles, présent, était trop ému pour intervenir. Marqué par la maladie, il est amer : « La sécurité sociale m'a pris en charge à 100% sans problème et on me licencie! ». Pourtant, comme beaucoup de travailleurs à l'heure giscardienne, il hésitait à s'arrêter: « Le médecin m'avait prescrit une biopsie. Mais, cela dure 2 jours il faut encore deux jours pour récupérer. Alors, je ne me suis pas arrêté ». Un membre de

la direction n'a-t-il pas prétendu que son licenciement lui permettrait de se soigner? Se soigner alors qu'on est démoralisé non seulement par une maladie persistante mais en plus par un sentiment d'inutilité comme beaucoup de travailleurs le ressentent lorsqu'ils sont victimes d'incapacité à suivre un rythme de travail étudié pour des athlètes. Se soigner alors que la femme est au chômage, qu'il v a un enfant, que le loyer, les factures continuent à affluer. « Ma femme s'est arrêtée de travailler aprés la naissance de notre enfant quand nous nous sommes rendus compte que son maigre salaire d'auxiliaire des PTT couvrait tout iuste les frais de garde, explique Gilles. Depuis que je suis malade, elle cherche du travail mais il n'en existe pas dans la région ».

La direction de Renault propose de trouver du travail à la femme de Gilles? Chiche. Mais le droit de conserver son travail est un droit imprescriptible de tout travailleur malade.

Simone Hamelin

licenciements, grèves, occupations et jugements

A Labruguière, dans le Tarn, le juge des référés ordonne aux ouvriers d'Isorel d'évacuer leur usine qu'ils occupent pour s'opposer à un plan de restructuration comportant 87 licenciements. L'union locale CFDT de Castres « s'est indignée de tels procédés qui vont à l'encontre du droit de grève »; avec la CGT, elle appelle à soutenir les grévistes.

A Vénissieux, près de Lyon, le juge des référés ordonne que les grévistes évacuent les lieux et en laissent libre les accès. Filiale de la régie Renault, la SNAV compte 950 salariés; elle est occupée par les travailleurs qui s'opposent à 131 licenciements.

A Voreppe, dans l'Isère, la direction de Montalev, spécialisée dans le matériel de levage, a annoncé 250 licenciements sur les 1050 employés.

Le personnel de Creusot-Loire du siège parisien de la CLESID (filiale) s'oppose au transfert à Saint-Chamond et à Courbevoie... Une grève reconductible de 24 heures avait été déclenchée le 19 janvier, mardi il a été décidé de changer les formes d'action. Ils se rendent aujourd'hui jeudi au ministère du Travail Un arrêt du travail d'une heure a été observé mardi dans 26 usines du groupe Vallourec, contre la mise à pied de 48 heures de dix militants syndicaux de Bessèges dans le Gard, accusés pour avoir « séquestré » le directeur de l'usine. Ils protestaient contre le licenciement de 50 ouvriers.

Michel Rousseau garde sa tête

ICHEL Rousseau a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, mardi soir, aux assises de la Somme. Le 1er août 1976, il avait tué de manière sauvage sa voisine, une fillette de trois ans. Une première fois condamné à mort par les jurés de Douai, il était rejugé après que le premier procès ait été cassé.

Les jurés ont donc cette fois suivi les conclusions des experts psychiatriques et de la défense représentée par Me Badinter. Rousseau est une épave, un alcoolique chronique et la justice a failli, qui n'a pas utilisé la loi de 1954 prévoyant de faire traiter en dispensaire les alcooliques dangereux, ont-ils dit en substance. Car Rousseau était connu des autorités. Il avait été responsable d'un accident de la route qui avait fait quatre morts. Une autre fois, il avait incendié et volé. Sûr que s'il s'était drogué au lieu de se pinter, d'une part il aurait été moins dangereux. d'autre part la police se serait occupé de lui. Le rôle de pourvoyeur du bourreau était tenu par l'avocat général Basse. Un réquisitoire est toujours quelque chose de sinistre et le talent du procureur se mesure à sa capacité de provoquer l'indignation. l'écœurement des jurés à l'égard des accusés dont ils veulent la tête. Ces sentiments ont bien été provoqués par l'avocat général Basse, mais pas à l'égard de

l'accusé tant son réquisitoire fut un modèle de mauvaise foi. Au point de s'attirer cette réplique sévère de Me Badinter: « M. l'avocat général, vous avez fabriqué un crime pour pouvoir condamner un homme et l'exécuter. On n'a pas le droit de bâtir des réquisitions de mort sur ce qui n'est qu'hypothèse. Ce que vous avez fait était misérable pour la justice... »

S'appuvant en effet sur un détail, le fait que la culotte de la petite fille ait été retrouvée dans l'appartement de Rousseau et bien que le dossier ait établi qu'il n'y avait pas eu de violence sexuelle, l'avocat général a échafaudé un scénario, faisant de Rousseau un obsédé sexuel, qui aurait tué parce que la fillette lui aurait résisté : « Il a peut-être été tenté par la petite fille qui avait peut-être les fesses tendues apparentes, quand elle regardait la télévision accoudée à la table ». M. Basse a beaucoup d'imagination et des talents de conteurs. C'est sur ces « peut-être » qu'il

s'est appuyé pour réclamer une tête, prétendant aussi que le comportement de Rousseau avait révélé une grande maîtrise de lui-même alors que tout dans le dossier prouve le contraire. Il a abandonné le corps dans un terrain vague à 50 mètres de chez lui. Il y avait du sang partout chez lui. Et quand, quelques heures plus tard. errant dans les rues complètement imbibé d'alcool, il s'est fait arrêté, il n'a rien trouvé de mieux que d'inviter le commissaire à venir chez lui. Pour une grande maîtrise de criminel, c'est une grande maîtrise!

Les jurés n'ont heureusement pas marché dans ce numéro indécent de grand guignol.

Il ne reste donc plus qu'un seul ex-condamné à mort dans les prisons françaises, Portais. Il doit être rejugé le 26 février. Juste avant la session de printemps du Parlement où selon la promesse de Peyrefitte, la question de la peine de mort doit être discutée.

D. F.

« le nouveau PDG de Manufrance est un vrai industriel »

affirme le maire PC de Saint-Etienne

C'est sous les huées des travailleurs massés près du bâtiment de Manufrance où se tenait le conseil d'administration que Gadot-Clet, qui venait de démissionner de ses fonctions de P-DG a quitté définitivement mardi après-midi. D'abord silencieux et hostile, le millier de salariés présent s'est vite mis à scander : « Gadot on t'a eu », « Gadot salaud » et autres amabilités pour celui qui entendait, après avoir obtenu 334 licenciements du principal actionnaire, la mairie PC. réduire au chômage plusieurs centaines d'autres familles.

C'est un ex-administrateur de Néogravure, René Mestries, qui a immédiatement été élu pour occuper le fauteuil encore chaud du P-DG démissionnaire. « C'est un véritable industriel, un homme compétent et courageux » s'est senti obligé de commenter Joseph Sanguedolce, maire de la ville et membre, du Parti communiste. A croire que la leçon n'a pas porté. Car Gadot-Clet avait eu droit aux mêmes compliments voici un

an. On a vu le résultat. Et les ouvriers-imprimeurs de la Néogravure, victimes ces dernières années de multiples plans de restructuration, sont sans doute mieux placés que le maire de Saint-Etienne pour juger des capacités de « vrai

industriel » de M. Mestries. « La relance de Manufrance devrait pouvoir se faire sans licenciement », a encore ajouté Joseph Sanguedolce. Pourquoi « devrait » ? Le maire PC n'est pas sûr qu'il en sera ainsi ?

voies coupées en Lorraine et à Rive-de-Gier

Le chassé-croisé des militants CGT et CFDT continue en Lorraine pour maintenir la mobilisation. Alors que l'occupation du central téléphonique de Longwy par des syndicalistes CGT se pourdicalistes CGT se pour-suivaient, une centaine de leurs camarades CFDT occupaient au début de la soirée de mardi le poste d'aiguillage de la gare d'Onville, près de Pont-à-Mousson. Dans les heures qui suivaient, l'occupation était étendue aux postes des gares de Pagny-Conflans-Jarny sur-Moselle, et Rémilly, la circulation des

trains étant ainsi totalement paralysée dans la région de Metz. Tous les postes étaient volontairement libérés aux alentours de une heure du matin.

Parallèlement, dans la Loire, les métallos de Rive-de-Gier ont coupé, à l'appel de leurs syndicats et de la municipalité, toutes les voies d'accès à la vallée hier mardi, jusqu'à 17 h. Cette action se déroulait à la veille d'un comité d'entreprise qui doit entériner, aujourd'hui, 728 suppressions d'emploi chez Marrel.

Goldorak ou quand le discours devient psalmodie, incantation, répétition de rituels magiques...

HERS l'article de Léa Chapignac sur Goldorak sort un peu des sentiers trotskystes battus, c'est peutêtre pour ça qu'il me donne envie de réfléchir dessus. Peut-être aussi parce qu'il ne parle pas « des enfants », mais directement, de quelque chose qu'ils vivent vraiment en ce moment. Les premières lignes de l'article évoquent les « rituels visuels ou musicaux », « pour ne rien dire » des mots clé qui ponctuent les opéra-

« Je crois dommage de ne rien dire de ces mots clé, et du rituel musical qu'ils introduisent par eux-mêmes. Je n'ai jamais regardé moi-même cette série, mais je « fréquente assidûment » un enfant de 7 ans qui rate rarement l'émission, et qui collectionne les vignettes. Ce qui me frappe, c'est l'espèce de fascination rythmique-poétique que suscite chez lui le simple énoncé des noms des héros (positifs ou négatifs, peu importe), de la bande.

« Actarus, ce n'est pas « le » prince d'Euphor, c'est prince d'Euphor tout court (de même on ne dit pas un soldat de Véga, mais soldat de Véga: c'est comme ça que ça fonctionne, l'article disparaît). Ces mots ne viennent pas dans un discours organisé par l'action elle-même, mais dans un espèce de psalmodie qui se résume, le plus souvent, à la simple énumération des personnages: Goldorak, Actarus, prince d'Euphor, Algor, Pysar, professeur Protion,

prince de Véga, soldat de Véga (Vénusia très rarement). Parfois aussi à ces noms de personnages s'articule l'idée fixée par un mot-clé: « Métamorphose » par exemple marche très fort, suivi de l'astérohâche, de robot, de baffe atomique, etc. (je cite de mémoire). Mais ce sont surtout les noms eux-mêmes qui reviennent comme si de leur simple répétition un effet était attendu et obtenu, un effet dans l'ordre de l'imaginaire.

« Cela indépendamment de la médiocrité de la bande (pas vue) ne me paraît pas mauvais ou nouveau. Chez Homère et dans toute tradition audiovisuelle, le retour obsessionnel des mêmes adjectifs pour désigner les mêmes personnages, et même parfois le retour des mêmes phrases pour parler d'eux (fils de et de...) est un procédé musical, mélodique, où la mémoire s'accroche

« Quand j'étais enfant, le soir on se racontait des histoires, mon frère et moi : « Moi, je serais, toi tu serais... » et, petit à petit, le discours se déroulant, nous entrions dans la réalité qu'il décrivait, on était vraiment, « quelque part », Kit Karson ou Davy Crockett, etc.

« Par ailleurs, m'est revenu le souvenir d'une certaine forme de discours militant que j'ai répété obsessionnellement, de façon un peu hallucinée ces dernières années où les héros s'appelaient Lénine et Trotsky (héros positifs), Staline, Noske, Marchais, Lambert (héros négatifs), où les mots clé étaient « bureaucrates », stalinisme (double nature du...) (crise du...), Etat ouvrier dégénéré, tournant ouvrier, marges de manœuvre de la bourgeoisie (qui rétrécissent), PC-PS prenez vos responsabilités, sans ministres bourgeois, unité ouvrière et, plus loin de nous le fameux « Vietnam, Laos, Cambodge, Indochine vaincra ». Vous vous souvenez ?

« Je me rappelle aussi mon étonnement devant ce que je considérais à l'époque comme les litanies du maoïsme (que j'ai toujours exécrées: Mao-Lin Piao, vive la Révolution). Je me sentais différent, moi marxiste-révolutionnaire, j'avais l'impression de penser

avec les catégories d'un

marxisme vivant.

« Ne vous méprenez pas sur ma lettre. Je ne suis pas un ex-militant désabusé, décomposé (autres mots clé, il faudrait quand même analyser ce qu'ils contiennent). Je continue de penser que la LCR est un outil dans la construction du parti dont, etc. et j'en reste militant. Mais elle me fait de plus en plus penser aux enfants devant Goldorak: lorsque le discours devient

psalmodie, incantation, répétition de rituels magiques, c'est qu'on n'a plus prise sur la réalité. Le discours peut être plus ou moins radical, il n'y a plus de pierre de touche. Et surtout, on ne l'entend même plus.

> Unité ouvrière! Pas de ministres bourgeois! Gilles

à nouveau sur la scission de l'UGE

tribune libre du MAS

JUITE à la scission survenue dans l'Union des grandes écoles, nous avions publié une prise de position de militants du Parti socialiste membres du bureau national. Nous publion aujourd'hui une prise de position de la commission grande écoles du Mouvement d'action syndicale (MAS). Nos colonnes restent ouvertes à toutes les prises de position sur cette affaire qui intéresse tout le mouvement étudiant.

Le 16 décembre dernier, à Paris, s'est tenu le conseil national de l'UGE (Union des grandes écoles); il a connu une « scission » entre le courant proche de l'UNEF-unité syndicale et la direction de l'UGE proche de l'UNEF-renouveau, dans des conditions déplorables. Dans ce cas particulier, la plus grosse responsabilité semble en incomber aux étudiants proches de l'UNEF-unité syndicale.

Nous condamnons fermement toute pratique privilégiant le « coup de poing », le « putsch » et les manœuvres bureaucratiques au débat démocratique au sein du mouvement syndical. Mais il ne s'agit pas, comme le voudrait la direction de l'UGE, de rejeter toute la responsabilité et d'appliquer la tactique du bouc émissaire.

En effet, nous pensons que cette situation est une conséquence directe du fonctionnement interne de l'UGE ces dernières années. C'est le recours à des méthodes bureaucratiques de direction (congrès de Toulouse, assemblée générale de Paris, luttes pour la prise de contrôle en 1970-1971...), l'absence de réel débat dans le syndicat, qui appellent toujours plus la négation de la démocratie syndicale.

Le syndicalisme en grandes écoles connaît aujourd'hui une crise profonde, une scission éventuelle de l'UGE ne ferait qu'aggraver la situation sans offrir de perspectives. Nombre de militants syndicaux sont désorientés, tentés par les replis localistes, ou pire, le découragement pur et simple. Il s'agit pour nous donc d'intervenir afin qu'un large débat commence sur la démocratie syndicale. Il ne s'agit pas seulement de condamner telle ou telle pratique, mais d'aller plus loin.

Pour nous, la question est une nouvelle fois posée, de la reconnaissance du droit de tendance, sur la base de débats concernant la pratique et l'orientation syndicale, traversant l'ensemble du syndicat. L'absence de ce droit ouvre la porte aux luttes internes par-dessus la tête des militants, et favorise la bureaucratisation et ses conséquences.

Les spécificités du MAS

Le MAS entend défendre des positions originales, visant à faire avancer le syndicalisme en grandes écoles, sur deux questions clef en particulier:

— la première concerne notre volonté de lier l'action en grandes écoles à celle des autres étudiants, de rompre l'isolement des écoles; c'est le sens de notre lutte contre le corporatisme, pour un syndicat unique de tous les étudiants, qu'ils soient de facultés, d'IUT, de prépas ou d'écoles;

la deuxième concerne l'orientation syndicale en grandes écoles. Le type de formation recu en grandes écoles détermine en partie comportement social ultérieur des cadres; c'est pourquoi tervention ne se limite pas à la stricte défense des intérêts des étudiants. Elle s'accompagne d'une critique de l'institution et d'une ouverture: question de société, solidarité internationale.

Nos propositions

Aujourd'hui, le gouvernement et le patronat tentent d'imposer la mise au pas de l'ensemble du système de formation.

Dans les grandes écoles, cela se traduit par une aggravation de la sélection, du bachotage, la rentabilisation et l'hyperspécialisation des formations. Parallèlement se développe une offensive contre les droits politiques et syndicaux (INSA Lyon, ENSAM...), l'accentuation des redoubleexclusions (SupELEC, Sup de co, ESPCI...); c'est le début d'attaques de plus grande ampleur. Face à cela, plus que jamais, une riposte syndicale d'ensemble est

nécessaire. L'heure est à l'unité d'action!

Nous sommes pour un syndicat unitaire et démocratique de tous les étudiants. Afin d'avancer sur cette voie, nous proposons dans les facultés aux autres syndicats, des comités de liaison permanents systématiquement l'unité d'action en défense des étudiants (CROUS, MNEF, charte universitaire, étudiants étrangers...). nous nous adressons de la même manière dans les écoles à l'UGE, aux comités de lut-

Au congrès de l'UGE, début février, nous interviendrons dans ce sens.

Mouvement d'action syndicale

COURRIEM mesieurs de France-Musique

ES musiciens, des peintres, des créateurs en tous genres sont morts, dans les siècles passés, de ce qu'on ne les a pas assez écoutés, regardés, de ce qu'on le pas pas crus... De jeunes créateurs vont mourir, en cette fin de XXº siècle où l'on ne meurt, paraît-il, plus de faim, mais où l'on meurt fréquemment de fin (fin de l'autonomie, de l'indépendance nécessaires à la libre création, riche, vivante...), de jeunes créateurs vont mourir de n'être pas assez entendus.

« Vous, avec les moyens dont vous disposez, avec l'audience que vous savez avoir, avez pratiquement pouvoir de vie ou de mort sur les jeunes créateurs, en choississant de les faire entendre ou de ne pas le faire. Or, si l'on écoute France-Musique à n'importe quelle heure de la journée, on a beaucoup plus de chances d'entendre un compositeur du passé qu'un contemporain.

« Précisons bien qu'il ne s'agit pas de remettre en opposition musique « classique » et musique dite « contemporaine », « vrai » jazz et « faux » jazz: ces clivages n'existent que dans les catalogues des disquaires et les esprits de quelques attardés, la réalité est toute autre : en vérité, l'on ne devrait opposer que musique du passé (tous les passés, toutes les musiques) et musique du présent (de quelque « catégorie » qu'elle soit). Cela, parce que la musique du passé — bien qu'il soit entendu une fois pour toutes que ses créateurs sont immortels (Bach comme

Ellington) — la musique du passé n'en reste pas moins du domaine de l'histoire : les créateurs en question n'ont nul besoin d'être écoutés (ils sont morts : leur vie créative n'est plus en jeu), c'est plutôt nous qui avons besoin de nous abreuver à leur source : tandis que les compositeurs vivants ont un besoin vital de se faire entendre, connaître, reconnaître, découvrir, et nous avons besoin, nous aussi, de ces fontaines nouvelles.

« Je vous serais donc éminemment reconnaissant (et tous les musiciens créateurs le seraient avec moi) si vous vouliez bien réfléchir sur ce sujet et si cela ne se traduisait dans l'organisation de vos programmes. »

Philippe Fréchet

théâtre

une réactualisation de Blaise Cendrars



LAISE Cendrars fut un des premiers occidentaux à ressentir les pulsions d'un jazz naissant... Ecrivain et voyageur, il fut célèbre pour une approche intéressante de la poésie, proche d'Apollinaire. Quelqu'un en prise directe avec la vie dirons-nous.

C'est ce qui a intéressé Patrick Haggiag, un jeune metteur en scène, et c'est pourquoi il a décidé d'adapter à la scène « Feuilles de route », sorte de recueil des cartes postales envoyées par Cendrars lors de ses pérégrinations.

« Ces textes proposent une interprétation double au moins et ce double, cette double inconstance à travers une écriture claire nette, de couleurs et de forme; une écriture de machine à écrire nous révèle l'indécision, l'errance nous révèle nos propres dérapages du réel vers l'imaginaire, l'inventé. Comme je l'ai dit Cendrars est une sorte d'échappé perpéd'errant du cœur du monde. Ce cœur du monde, c'est l'avant-guerre, le surréalisme les frontières qui s'ouvrent, le rêve américain : le rêve socialiste, les grandes villes et les premières cités dortoirs, avec leurs baraquements effondrés, les fumées noires des usines, le pessimisme, la résignation, le si-Nos feuilles de route sont des chroniques de vie, des bouts de pellicule partagés, gés, confondus en même tis-su, en une même déchirure. Nos feuilles de route sont des fenêtres qui s'ouvrent ou qui se ferment selon qu'on soit d'un côté ou de l'autre du mur (de la palissade). Notre spectacle est une conjugaison d'images. » Spectacle intéressant parce

Spectacle intéressant parce qu'il propose une espèce de réactualisation d'un écrivain quelque peu oublié (à part « l'Homme foudroyé »). Spectacle intéressant parce qu'il tente une démarche originale et même s'il loupe parfois son but (on court vraiment trop sur scène), n'en a pas moins le mérite de viser haut, « Feuilles de route » est une pièce à encourager, ainsi que son jeune metteur en scène et la troupe qui l'épaule.

Y.P.

 « Feuilles de route », jusqu'au 28 janvier à 20 h 15 au Ranelagh, 5 rue des Vignes, Paris XVI°.

littérature

hier et aujourd'hui en URSS

à propos de « fumées et brouillards vers le soir » de Iouri Trifonov

VUMEES et brouillards vers le soir », tel est le titre de dernier roman de Touri Trifonov, publié chez Stock-Est dans la collection Le cabinet cosmopolite. Né en 1925, fils d'un officier supérieur qui commanda le front sud durant la guerre civile, Trifonov, pour être dans son pays un auteur célèbre et reconnu, n'en donne pas moins de l'état présent de l'URSS une vision bien désabusée, si elle n'a rien de la portée sarcastique et véhémente des littératures « dissidentes ». Ce qui l'occupe dans ce dernier roman, c'est le contraste, pour le héros, entre les années tourmentées de sa jeunesse, en pleine révolution, et la platitude et la mesquinerie des préoccupations de ses enfants et proches, qui n'ont d'autre intérêt dans la vie que d'améliorer leur situation matérielle en guignant une datcha voisine.

Ce va-et-vient entre le passé et le présent, on le trouvait déjà dans « la Maison du quai », paru l'an dernier chez Gallimard, de même que l'obscur sentiment de culpabilité qui pèse sur le héros, un vieillard qui a passé une bonne partie de son existence à reconstituer la trajectoire de Migouline, officier cosaque acquis à la Révolution, jugé comme traître pendant la guerre civile, puis réhabilité. Qui était

Migouline. voulait-il exactement, se disposait-il réellement à trahir en désobéissant aux ordres qui le mettaient au rancart, tenait-il plus aux intérêts des cosaques, les siens, qu'à ceux de la Révolution? Une lettre inattendue de l'épouse de ce dernier, que Pavel Evgrafovitch, notre héros, aima jadis sans réciprocité, vient 50 ans après ranimer cette vieille question. C'est pour l'auteur l'occasion de revenir sur les

années difficiles de la guerre civile, les exactions des Blancs, mais aussi les erreurs des bolcheviks, trop bouscu-lés par les événements, ou trop imbus de leur bon droit pour prendre le temps d'y regarder à deux fois avant de juger un homme.

Relation très prenante d'une époque déchirée, sanglante, telle qu'elle revit dans la mémoire du vieillard, et qui restitue les hommes et les événements dans leur complexité. Difficile, avec le recul, de ne pas donner raison, sur bien des points, à ce Migouline qui voulait bien se mettre au service de révolution et forcer Denikine dans ses retranchements, mais qui n'entendait pas se plier à n'importe quels ordres, et tempêtait presque autant contre certains communistes que contre la réaction... Mais il est quelque chose qui nous pèse, à nous, c'est le silence qui est fait sur l'entre deux, sur les décennies qui séparent la jeunesse de Pavel de cet été 1975 où il recut la lettre d'Assia. Il y est suggéré que la révolution

n'a pas tenu ses promesses, il y est suggéré que le vieillard, à ressasser ses souvenirs, vit dans un autre univers que les siens, mais rien n'est dit des raisons profondes de cette cassure, et le passage où il est mentionné, comme en passant, que dans les années 1920, Trotski se préparait à devenir un dictateur n'en sonne que de façon plus indécente à nos oreilles...

Certes, le propos de l'auteur n'était sans doute pas de porter un jugement politique sur la révolution d'hier et la société « soviétique » d'aujourd'hui. Trifonov s'est réfugié dans la psychologie individuelle, celle de cet homme qui, à la fin de sa vie, fait le point, et de ce point de vue, son roman est parfaitement attachant, mais voilà, compte tenu même des données dont il traite, on ne peut le lire avec « innocence » et sans un peu de gêne. Dans « la Maison du quai », Trifonov se montrait déjà obsédé par des problèmes de « trahison », d'un camarade de classe pour se faire une place au soleil, ou de soi même. Ici, ce thème revient,

avec la trahison supposée de Migouline et la culpabilité de l'auteur, qui a un temps admis qu'après tout... Mais ceci ne peut-ête ressenti par nous, en dépit du talent et de la profondeur psychologique de Trifonov, que comme un euphémisme. D'où le sentiment de malaise que l'on ressent à lire ses livres, coms'ils ne faisaient que rôder en surface du refoulé par la censure officielle. Je ne connais pas assez Trifonov pour savoir si cela prodes vient contraintes - acceptées par lui? de l'écrivain « autorisé » en URSS ou de ses intérêts et personnelles. convictions Certes, il s'agit là de romans très intéressants, mais il y manque un souffle, ils sont comme étriqués, réducteurs, et c'est dommage. De la littérature à laquelle on aurait rogné les ailes, qui se contente d'exceller dans le domaine auquel on la (elle se?) confine, celui d'une rumination impuissante sur le temps, où l'histoire n'est reprise qu'au travers de ce qui peut être

Léa Chapignac

• Toulouse jazz

Au théâtre Grenier de Toulouse, samedi à 21 h, concert de jazz avec Cesarus Alvim (contrebasse), Jean-Pierre Mas (piano) et Daniel Humair (batterie), 3 rue de la Digue, 31 300, Toulouse.

• Malheurs de Sophie

A la maison des jeunes et de la culture de Clapiers (banlieue de Montpellier), Théâtre de... présentera son spectacle : « les Petits Malheurs de Sophie » ou « Fragments de la vie d'une femme vue par le trou de la serrure ». Samedi 27 janvier à 21 h.

• Rock du week-end

Concert de rock avec Govindam, Soho et Factory à la salle des fêtes de Miramas, samedi à 20 h 30. C'est organisé par la maison pour tous et soutenu par la JOC. Avant et après le spectacle, débat avec les musiciens autour des instruments, mais aussi au sujet du milieu musical.

• Théâtre gai et populaire

Pour 1979, un théâtre gai et populaire à Poissy. Pour débuter ce programme, nous présentons le 27 janvier: « Macadam 4 étoiles » un théâtre burlesque à la Chaplin. Une pièce pour tous publics où par la magie du théâtre, quatre jeunes comédiens deviennent des « marginaux du troisième âge ». Théâtre Molière, place de la République, ville de Poissy.

• Animer un quartier

Le foyer de jeunes et d'éducation populaire de Reims (55, boulevard Wilson) prépare un projet d'animation (spectacle d'animation de rue et exposition de masques, maquettes et photos). Ce groupe se retrouve un week-end par mois et une fois par semaine autour des différentes activités artistiques, travail vocal, ex-

pression corporelle, peinture et graphisme, fabrication de masques. Ces différentes activités permettront la réalisation d'un spectacle théâtral en fonction de la réalité quotidienne de la vie du quartier. Le prochain stage se déroulera les 27 et 28 janvier prochains. Contact: Raymonde Fortier, FJEP Wilson, 55, boulevard Wilson, Reims, 51 100, tél. 06.04.90 (26).

• Que faire des gamins le samedi?

Une gentille dame nous a envoyé la semaine dernière une lettre pour nous parler d'un cinéma sympa qui passe tous les samedis des films pour enfants. Comme c'était arrivé trop tard on n'en parle qu'aujourd'hui, mais on n'a pas le programme exact. C'est à 14 h 30, au Météor, 110, rue des Flandres dans le XIX^a. Renseignements au 607.63.32.

• Politique et musique

Nos camarades de l'OCT mettent sur pied un collectif « contre la musique de l'ordre et du fric ». ils se réunissent tous les samedis à 14 h 30 à Jussieu, tour 46, 1° étage. Tenue de soirée de rigueur.

AU SOMMAIRE DU ROUGE SPECIAL WEEK-END

Wozu: les résultats d'une enquête sur la poésie aujourd'hui Volker Braun: un jeune poète, écrivain et dramaturge de RDA Science-fiction: quelques récents ouvrages du plus grand intérêt

contre l'exil de la mémoire

le Cuarteto Cedron à Paris

UJOURD'HUI, Buenos Aires, la chan-A son se meurt. tango, cette « pensée triste qui se danse », symbole de l'âme portena, est à l'image d'un pays sous dictature militaire, coupé en deux. lci, fictif, banalisé, officiel, là-bas, au delà de l'Atlantique, réel, vi-vant, en exil. Le 11 décembre dernier, le pouvoir de Videla s'en est prit à cette petite musique canaille née à la fin du siècle dernier dans les maisons closes de la capitale. Il a décrété « un jour national du Tango ». Carlos Gardel et Julio de Caro (toujours vivant), nés tous les deux un 11 décembre, furent mis à contribution. L'orchestre symphonique de la municipalité interpréta les classiques du répertoire à la « Esquina Carlos Gardel » ; radios et télévision consacrèrent leurs programmes à l'événement ; et la gent huppé fêta l'anniversaire dans les cabarets chics.

Une farce qui avait un goût amer. Outre cette consécration hypocrite, au même moment, les marteaux-piqueurs s'attaquaient aux dernières chapelles du tango populaire, le Bar Union et le Viejo Alma-cen. Modernisme ? Sans dou-te. Mais s'il ne s'agissait que de cela ? Insipide, coupée de ses racines populaires, guindée dans un maniérisme passéiste ou s'affublant des oripeaux d'une musique importée, inoffensive et fade, ce dont il est question c'est le bâillonnement. l'asphyxie d'une culture. La preuve, c'est que la musique argentine qui se fait hors des frontières de ce pays n'est pas seulement une mémoire ardente. C'est aussi une inventivité, un renouvellement une éblouissante force d'évoca-



tion. Ceux qui les ont vus ontils oublié Susana Rinaldi, Valéria Munarriz ou le groupe Tiempo Argentino pour ne citer que ceux-là?

Chansons de défi, chansons de résistance, celles-là, les sbires de Buenos Aires ne les domestiqueront pas. « Tandis que le dictateur ou bureaucrate de service parlait/pour défendre le désordre établi du régime/le poète a pris un hendécasyllabe ou vers né de rencontre/d'une pierre et d'un éclat d'automne... » c'é-tait, en 1971, devant plusieurs milliers de personnes au Palais des sports de Paris. Un long poème de Juan Gelman : « la Cantate du coq ». Une émotion intense. La même qui naissait jadis dans les « piringudines », ces petits lieux de Buenos Aires où, avec force argot le tango tenait chronique de la vie qui va : l'amour, l'alcool, le faim ou la colère. le Cuarteto Cedron avait pris son pays avec lui.
Toujours l'amour, la nostalgie,
mais surtout la douleur aiguë
d'un drame collectif. Leur tango restait fidèle à ses origines,
réaliste et cru. Hier, il parlait
des « flics » poursuivant le voleur. Aujourd'hui, il parle toujours des « flics ». Ceux-là liquident, torturent, bafouent

les droits de l'homme.

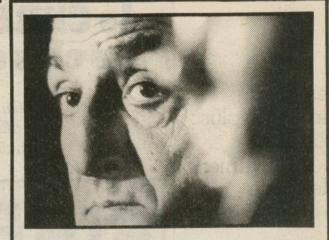
Mais le Cuarteto Cedron, ce
n'est pas seulement cette
terrible filiation. C'est aussi un
apport considérable à un genre musical. Né en 1964, il a
ouvert en 1966 le premier
« café concert de Buenos Aires » où il joua en compagnie
des Astor Piazzola, Rovira,
Tarantino, etc. Parallèlement,
il compose pour le cinéma et
le théâtre. Une maîtrise de la
tradition et un travail de
recherche qui l'emmène avec
son cinquième disque, « les
Ladrones », à composer dans
les années 1970 à partir de
poèmes de Raul Gonzales Tu-

non, Juan Gelman et Francisco Urondo. Presque une trahison!

De la « poésie » dans le tan-Tunon racontait comment ayant demandé à un des plus grands Troilo bandonéonistes argentins — de lui mettre en musique un de ses poèmes, celui-ci avait refusé en déclarant : « Ce n'est pas possible, c'est de la poésie! ». Le Cuarteto Cedron a passé outre. Il a puisé chez Tunon, Gelman, mais aussi chez Quevedo, Brecht, ou des anonymes pré-colombiens aztèques et mayas. Ce fai-sant, il a supprimé à l'évidence un malentendu. Des textes difficiles épineux rebelles qui ne soulignent que mieux qualité de son travail, lequel manifeste la volonté de maintenir une identité culturelle à la fois si riche et si menacée. Né au début du siècle avec l'arrivée de deux millions et demi d'immigrants, le tango et ses succédanés étaient porteurs d'origines culturelles disparates (Italie, Espagne, Allemagne, Russie). En le ma-riant à de multiples influences européennes, le Cuarteto Cedron lui a redonné son oule Cuarteto verture, ses accents de tragédie et de conquête. Celle qui gagne sur l'amnésie des uniformes

Frank Tenaille

(1) Au chapiteau du cirque Bonjour à 20 h 30 (métro Les Halles). Avec Juan Cedron (chant et guitare), César Strocio (bandonéon), Miguel Praino (vio-Jon), Carlos Carlsen (guitare basse et violoncelle). Trois disques: « la Cantate du coq », « De Argentina », « Chansons d'amour d'Occitanie » (chez Polydor) et leur dernier 33 tours qui vient de paraître « le Cheval du manège ».



« cadavres exquis »

à 20 heures sur FR 3

ANS la vie littéraire, culturelle, politique italienne, Leonardo Sciascia fait figure de gourou. Essaviste, nouvelliste, auteur de romans brefs et voltairiens, il a inspiré notamment le cinéma italien dans des films de réussite inégale mais qui « firent du bruit ». C'est d'après « le Contexte » que Rosi a filmé ces « Cadavres exquis », portrait imaginaire d'une Italie délirante pas plus ébahissante que la vraie.

On y voit une série d'assassinats mystérieux : le flic qui enquête sent qu'on veut le détourner du but ; quand il aura compris que ces meurtres font partie d'une « stratégie de la tension », au moins en ce qui concerne leur utilisation, il sera lui-même abattu, en même temps que le secrétaire du PC qu'il voulait renseigner. Et cette double mort sera à son tour utilisée...
Cet apologue sur la manipulation, s'il donne lieu à un

Cet apologue sur la manipulation, s'il donne lieu à un fort beau film, qui évoque Kafka ou Chesterton, laisse un peu sur sa faim, quand on essaye de se reporter, de la fable, à la vie de l'Italie d'aujourd'hui. Dans le livre de Sciascia, il était très fortement suggéré que le flic pur, à la fin, tuait vraiment le secrétaire du PC; celui-ci, peut-être, étant apparu comme faisant partie de la conspiration. Dans le film, l'image finale de la manif a quelque chose de dérisoire: manipulés eux aussi. Il serait bien sûr aberrant de reprocher à Rosi d'avoir choisi autre chose qu'un film « positif », avec héros au regard clair et avenir radieux; mais cette sorte de pessimisme énigmatique qui envahit le film et triomphe à la fin laisse quand même un goût un peu amer.

P.L.T.



12.15 Réponse à tout. 12.30 Midi première. 13.00 Journal. 13.35 Télévision régionale. 13.50 Objectif santé. 14.00 Les 24 jeudis. 18.00 A la bonne heure. 18.25 Un rue Sésame. 18.55 L'étang de la Breure. 19.15 Une minute pour les femmes. 19.20 Actualités régionales. 19.45 C'est arrivé un jour. 20.00 Journal. 20.30 Le vérificateur.

21.30 L'enieu

Magazine économique et social. « La Chine : le défi de neuf cents millions de travailleurs ».

22.35 Réception d'Edgar Faure à l'Académie française.



10.00 Télévision scolaire. 12.00 Quoi de neuf. 12.15 Peigne de fer et séduction. 12.45 Journal. 13.35 Télévision régionale. 13.50 Le pélerinage (feuilleton. 14.00 Aujourd'hui madame. 15.00 Les rues de San Francisco (série américaine). 16.00 L'invité du jeudi : Coluche. 17.25 Fenêtre sur les vacances. 18.00 Récré A2. 18.35 C'est la vie. 18.55 Des chiffres et des lettres. 19.20 Actualités régionales.

19.45 Partis politiques : le PCF

20.00 Journal.

20.40 Le grand échiquier Quinze chanteurs autour de Mireille

23.30 Journal.



18.30 Pour la jeunesse. 18.55 Tribune libre. 19.10 Soir 3. 19.20 Actualités régionales, 19.40 Télévision régionale, 19.55 Il était une fois l'homme. 20.00 Les jeux de vingt heures.

20.30 « Cadavres exquis »
Un film de Francesco Rosi, avec Lino Ventura, Fernando Rey, Max von Sydow, Charles Vanel, etc.
Un film politique dont la mise en scène et l'interprétation sont superbes. Lire ci-dessus.

22.30 Soir 3

Positif

Le numéro de janvier de la revue de cinéma « Positif » (n° 214) contient un gros dossier sur le cinéma hongrois, comprenant notamment des études sur les films de Judit Elek et de Zsolt Kezdi-Kovacs et un entretien avec ce dernier; des études et interviews avec Claude Sautet, Jerzy Skolimowski et Yasujiro (80 pass, 15 F).

• La table en tant qu'objet d'identification féminine

« Le point de départ, c'est la table, en tant qu'objet d'identité féminine, la table où l'on mange, écrit, travaille...»

Tel est le thème de la pièce conçue et interprétée par Michèle Foucher, « la Table », qui sera jouée au centre culturel Les Gémeaux de Sceaux (49, avenue Clémenceau), les 25, 26 et 27 janvier à 21 h.

• Quel cirque à Ren-

La Fédération des cirques français, qui vient de se créer en regroupant les plus importants cirques de France (sauf la LCR, Ligue pour un cirque rigolo) donnera pendant 3 jours, du 26 au 28 janvier, cinq représentations exceptionnelles à Rennes. Le spectacle sera composé à part égale de numéro des cinq grands cirques français: Bouglione, Pinder, Jean-Richard, Amar et les Gruss.

• Quatrième épisode

Ils n'ont pas froid aux yeux! Voici le quatrième épisode de « Anachronisme d'un théâtre chronique faisant la chronique de la vie anachronique à Ris Orangis de l'appendicite à la péritonite». Par le groupe SMV, vendredi 26 et samedi 27 à 20 h 30 à la salle Robert-Desnos de Ris Orangis.

• Les immigrés en

Du jeudi 25 au samedi 27 janvier, exposition de photos sur l'histoire du Maroc et les conditions de vie des travailleurs immigrés. Exposition de livres sur les travailleurs immigrés et le monde arabe, ainsi que sur des disques et des livres pour enfants, en arabe et en français. Samedi à 15 h, projection du film « Immigration », et présentation d'une pièce de théâtre « Nedjma ». Le tout suivi d'une bouffe. Renseignements : ALARC, 3 rue du D' Calmette, Clichy, tél. 270.03.18.

Jazz-rock

Wooden Bar, un bon petit groupe de jazz-rock, donnera un concert vendredi 26 janvier à 21 h, à la maison des Amandiers, 108, rue des Amandiers, Paris XIX°, métro Ménilmontant.

• Ne pas désespérer Billancourt

« Le grand orchestre du Splendid » sera pour quelques jours la vedette du Théâtre de Boulogne-Billancourt. Cette formation musicale aux allures de troupe théâtrale compte quelque 19 musiciens, chanteurs, comédiens et danseuses venues de tous les horizons du spectacle. Il se produira les 25, 26, 27, 30 et 31 janvier.

• Musique champ visuel

Dans le cadre de « Musique champ visuel », vous pourrez entendre samedi 27 janvier à 20 h 30, « Le Cercle », trio de percussions de J.-P. Drouet à l'auditorium du Conservatoire de Montreuil (métro Croix-de-Chavaux). En même temps, une « Nuit du jazz » avec des films et un concert d'Annick Nozati « Confluences » au Cinoche Bagnolet, place de la Mairie.

Montreuil

les pions ne jouent plus: reprise du mouvement de grève àl'AFPA

Coup de théâtre à l'Association pour la formation professionnelle des adul-tes : l'intersyndicale, qui devait être reçue mardi 23 par le ministre du Travail, a été priée de revenir une semaine plus tard. Après une grève active exemplaire de 14 jours pour protester contre le transfert autoritaire de leur siège admi-nistratif à Bordeaux, les salariés avaient repris le travail, convaincus que le ministre al-Tout le laissait croire: Chaban, maire de Bordeaux, s'était prononcé contre le transfert, véritable gâchis humain et financier (plusieurs centaines de licenciements, 13 milliards de centimes dépensés en pure perte). Mais sur-Boulin lui-même, s'adressant à la presse, avait promis qu'il n'y aurait pas de transfert. La semaine dernière, tous les journaux l'ont tiré en caractères gras : « L'AFPA ne partira pas ».

Erreur! On n'avait pas pensé à ça: Boulin pouvait dire une chose à la presse et, quelques jours plus tard, une autre au personnel. Aujourd'hui, le ministre le laisse entendre: clairement n'est décidé, et le transfert du siège à Bordeaux dépend en dernier ressort de Barre. C'est avec un véritable écœurement que les employés de l'AFPA ont appris mardi la désinvolavec laquelle on les traite. D'autant que les motivations de cette attitude relè-vent au moins à court terme de la plus pure magouille politique: mardi dernier, date fixée pour la première entrevue avait lieu à Bordeaux l'élection à la présidence du conseil régional Aquitaine (Chaban a été battu par le socialiste Labarrère). Surprenante coîncidence : la date de la prochaine entrevue, le 30, correspond aux élections au conseil régional lle-de-France.

Ballotés de Montreuil à Bordeaux, les membres du per-sonnel du siège sont des pions. Un petit jeu qui préfi-gure un avenir lourd de menaces pour l'Association.

A une importante majorité (64 %) et avec une participa-tion record, les salariés ont décidé la reprise de la grève jusqu'à vendredi : il s'agit pour eux, en multipliant contacts et en élargissant la solidarité, de battre de vitesse le ministre et d'obtenir, de facon définitive cette fois, le retrait de la décision de trans-

le CERES estime détenir les clés du congrès du PS

il note un piétinement du courant Mauroy-Rocard, une affirmation des mitterrandistes et le maintien de ses propres positions



ES dirigeants de la minorité du PS présentaient hier à la presse un petit livre édité en collection de poche chez Christian Bourgois et intitulé : « le CERES par lui-même ». Le lecteur y trouve rassemblés les principaux textes de ce courant depuis plus de dix ans. Les animateurs du CERES ont tenu à affirmer la continuité politique de leur

Il n'y aura pas de majorité

à l'ouverture du congrès de

Metz, puisque l'ex-direction

du PS a éclaté en deux coali-

tions. Dans la minorité

depuis le congrès de Pau, le

CERES ne négligera pas la

possibilité évidente de peser

sur le cours des événements.

Il évalue à 38 ou 40 % le

score du courant Mauroy-Rocard, à 34-35 % celui de

François Mitterrand, à 25 %

(c'est-à-dire maintien du pourcentage antérieur), le

sien propre. Le courant créé

autour de Christian Perret

par des dissidents du CERES

lui paraît dès maintenant ba-

layé: il n'obtiendrait pas 2 %, quand le règlement in-

terne du PS impose un mini-

mum de 5 % des mandats

pour défendre une motion au

Trois courants

mais deux lignes

Selon le CERES, il n'y au-

ra donc que trois courants à

Metz. Trois courants, mais

deux lignes : celle du rallie-

ment au consensus giscar-

dien (Rocard), et celle d'une

relance de l'Union de la gau-

che. Le CERES s'affirme

congrès national.

ti - celui d'Epinay - axe en fonction duquel le parti recule ou avance. donc candidat à la direction du PS, en alliance avec François Mitterrand et Gaston Defferre, mais il y met deux conditions: une ligne « idéologiquement claire », y compris sur le contenu de l'Europe et de l'indépendance nationale; un fonctionnement plus démocratique du

Le CERES combat évidemment une synthèse entre les deux morceaux de l'exmajorité: il dénonce dans cette tentative un médiocre ravalement de façade, la volonté de diriger le parti au centre, c'est-à-dire de plus en plus à droite et le maintien des « ambiguïtés » de la ligne de Nantes qui, selon Georges Sarre, est responsable de la défaite électorale de la gau-che en mars 1978.

Le CERES insiste sur les difficultés que rencontrerait le courant Mauroy-Rocard dans le PS. Très faible au sud de la Loire, ce courant piétinerait dans les bastions du Nord et du Pas-de-Calais. Pierre Mauroy et Percheron, premiers secrétaires de ces deux fédérations qui comp-31 000 adhérents, pourraient se retrouver en

minorité du fait de l'affirmation des mitterrandistes et du maintien des positions du CERES. Une telle situation, si elle se confirmait, pourrait expliquer les atermoiements de Pierre Mauroy qui multiplie les appels à la synthèse avec les partisans du premier secrétaire et ne semble plus savoir où il se situe. Une des caractéristiques du congrès de Metz tient au fait que les grandes fédérations ne sont plus homogènes et que celles du Nord et du Pas-de-Calais ne pourront pas faire la pluie et le beau temps à Metz.

courant, à l'heure où ils estiment

détenir les clés du prochain congrès

du PS à Metz. Tel est, en effet, le

pronostic du CERES sur la base des

pointages qu'il a réalisés dans les

différentes fédérations socialistes.

Plus que jamais, le CERES se présen-

te comme l'axe d'un nouveau par-

Très sûr d'eux (comme à l'ordinaire), les dirigeants du CERES affirment avoir toutes les chances de garder le contrôle de la fédération de Paris, malgré les assauts livrés depuis des années par l'ex-majorité et le départs des amis parisiens de Christian Pierret. Ces derniers totaliseraient 8 % des mandats dans la capitale. La fédération socialiste de Paris est dirigée par le CERES depuis 1969. Elle est passée de 1000 à 6000 adhérents et compte, à elle seule, un quart du total des groupes et sections d'entreprises du PS.

Michel Thomas

un policier CGT sanctionné par Bonnet

son syndicat compte appeler à une manifestation de rue

NE nouvelle affaire Jean-Louis Breton? On se souvient de cet inspecteur de police, syndiqué à la CFDT, qui avait été révoqué par Marcellin pour avoir apporté aux Lip le salut de ses collègues. Cette fois, c'est un syndiqué CGT, responsable de la section de la police de l'air et des frontières (PAF) d'Orly, que Bonnet vient de suspendre de ses fonctions. Le crime de Jean-Pierre Jause? Il a signé en tant que délégué une motion apportant la solidarité de sa section à des grévistes d'une station de lavage d'Air France.

Trois semaines qu'ils te-naient, occupant leur hangar, bloquant un Concorde durant seize jours : les 70 grévistes de la station de lavage d'Air France sur la plate-forme d'Orly ont repris leur travail, sans abandonner leurs reven-dications sur leurs désastreuses conditions de travail, mais sans non plus, que la direction leur ait donné satisfaction.

Pourtant leur conflit qui aurait pu passé inaperçu, va sans doute connaître une célébrité inattendue. C'est, en effet, parce qu'il leur apportait le soutien et la solidarité des adhérents CGT de la police à Orly, que Jean-Pierre Jause suspendu passera bientôt en conseil de discipline.

« Quand je suis arrivé à la PAF, en juillet, venant des CRS, des notes de la direction d' Orly interdisaient même aux policiers d'adresser la parole aux douaniers avec lesquels ils travaillent pourtant quotidiennement. Il n'y avait pas de syndiqués CGT. voulu changer tout ça. Aujour-d'hui, 45 % du personnel en uniforme est chez nous. Et avec les autres travailleurs, on se touche la main, on dis-cute... », expliquait hier lors d'une conférence de presse le principal intéressé, entouré des responsables de la fédération CGT de la police. Ces derniers étaient présents pour affirmer qu'il était hors de question de laisser passer une atteinte au droit syndical, dont le ministère semble avoir voulu faire un test.

« Des cas de soutien de ce genre sont assez nombreux, affirmait Claude Toulouse, secrétaire général de la CGT Police. Mais, face à l'aggravation des conflits sociaux, au malaise qui grandit dans la police, le ministre veut à tout prix empêcher que s'expriment les intérêts convergents des différentes catégories de travailleurs, dont les policiers. Mais nous avons l'intention de réagir très fortement. »

Une réunion intersyndicale avait lieu, hier dans l'aprèsmidi, avec la CFDT, la fédéra-tion autonome et le syndicat des commissaires de pOlice. La CGT devait y opposer une manifesTation de rue pour les prochains jours.

les étudiants marocains en grève de la faim

Les militants de l'Union nationale des étudiants maro-cains (UNEM) ont entamé, lundi, une grève de la faim en France. Dans les autres pays d'Europe de l'Ouest, les étudiants marocains ont suivi un semblable mouvement.

Par cette grève de la faim, ils veulent attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions qui sont faites à l'UNEM. Il y a deux mois, le gouvernement marocain nonçait la levée de l'interdiction de l'UNEM. Mais cette déclaration n'a été suivie d'aucun effet. Les militants de l'UNEM réclament la libération de tous les militants et responsables de leur mouvement emprisonnés. Ils réclament le droit pour tous ceux qui sont exilés à rentrer dans leur pays, la satisfaction de leurs revendications et la reconnaissance du droit syndical. Cette grève s'achève aujourd'hui jeudi.

réunion samedi pour un meeting sur l'emploi des femmes

« Les féministes de la région parisienne ne sont jamais apparues en tant que mouvement de libération des femmes pour intervenir spéci-fiquement sur les problèmes que les femmes rencontrent pour gagner leur vie. Pourtant. c'est vital, c'est pas de la tarte et ça va de pire en pire. Le 8 mars 1970 approche et nous voulons organiser avec les féministes que ça intéresse, un meeting ou des forums sur notre droit à l'emploi pour le 10 mars. Nous, des féministes isolées, et de groupes femmes d'entreprises de la région parisienne, nous avons commencé à préparer ce projet et appelons toutes celles que ça intéresse à venir en discuter samedi 27 janvier à 14 h 30 à Jussieu, tour 46. »